

# L'« AGROÉCOLOGIE BIDON » :

LA MAINMISE DES MULTINATIONALES SUR L'AGROÉCOLOGIE

LES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL, TRANSNATIONAL INSTITUTE ET CROCEVIA

AVRIL | 2020



---

# L'« AGROÉCOLOGIE BIDON » :

## LA MAINMISE DES MULTINATIONALES SUR L'AGROÉCOLOGIE

---

Les Amis de la Terre International, Transnational Institute et Crocevia  
AVRIL | 2020

---



**LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES AMIS DE LA TERRE** EST LE PLUS GRAND RÉSEAU ENVIRONNEMENTAL DU MONDE, RÉUNISSANT 75 GROUPES MEMBRES NATIONAUX ET ENVIRON 5.000 GROUPES MILITANTS LOCAUX SUR TOUS LES CONTINENTS. AVEC PLUS DE 2 MILLIONS DE MEMBRES ET DE SYMPATHISANTS DANS LE MONDE, NOUS FAISONS CAMPAGNE SUR LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES LES PLUS URGENTES DU MOMENT. NOUS REMETTONS EN QUESTION LE MODÈLE ACTUEL DE MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE ET DES ENTREPRISES, ET NOUS PROMOUVONS DES SOLUTIONS QUI CONTRIBUERONT À CRÉER DES SOCIÉTÉS ÉCOLOGIQUEMENT DURABLES ET SOCIALEMENT JUSTES.

[WWW.FOEI.ORG/FR](http://WWW.FOEI.ORG/FR)



**LE TRANSNATIONAL INSTITUTE (TNI)** EST UN INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE PROMOTION DE POLITIQUES QUI ŒUVRE POUR UN MONDE PLUS JUSTE, DÉMOCRATIQUE ET DURABLE. PENDANT PLUS DE 40 ANS, LE TNI A JOUÉ LE RÔLE D'INTERMÉDIAIRE ENTRE LES MOUVEMENTS SOCIAUX, LES UNIVERSITAIRES ENGAGÉS ET LES DÉCIDEURS EN MATIÈRE DE POLITIQUES.

[WWW.TNI.ORG](http://WWW.TNI.ORG)



**LE CENTRO INTERNAZIONALE CROCEVIA** EST UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE FONDÉE EN 1958, QUI TRAVAILLE DEPUIS PLUS DE 60 ANS SUR TOUS LES CONTINENTS AVEC LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX DANS LES DOMAINES DE L'ÉDUCATION, DE LA COMMUNICATION ET DE L'AGRICULTURE, EN PROMOUVANT SURTOUT L'AGRICULTURE DURABLE, LA BIODIVERSITÉ, LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET LE DROIT À UN DÉVELOPPEMENT JUSTE ET DURABLE. CROCEVIA SOUTIEN LES MOUVEMENTS INTERNATIONAUX PAYSANS ET AUTOCHTONES COORDONNÉS PAR LE COMITÉ INTERNATIONAL DE PLANIFICATION POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE (CIP) QUI FACILITE LEURS RAPPORTS AVEC LA FAO ET D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES PRÉSENTS À ROME (FAO, FIDA, PAM).

[WWW.CROCEVIATERRA.IT](http://WWW.CROCEVIATERRA.IT)

---

*A la mémoire de notre cher ami et collègue Stéphane Parmienter. Ton engagement pour la lutte pour une agroécologie enracinée dans la justice sociale et environnementale continuera à nous inspirer.*

---

**Auteurs :** Alberto Alonso-Fradejas, Lyda Fernanda Forero, Delphine Ortega-Espès, Martín Drago et Kirtana Chandrasekaran. **Traduction au français :** Elena De Munno. **Correction du texte :** Elena De Munno. **Remerciements :** Nous tenons à remercier les collègues suivants pour leurs précieuses contributions et leurs commentaires: Peter Rosset (El Colegio de la Frontera Sur, México), Anna Korzenszky et Mauro Conti (Crocevia). **Photo de couverture :** © Nicolás Medina, Real World Radio, Redes/ Amigos de la Tierra Uruguay. **Conception et mise en page :** [www.onehemisphere.se](http://www.onehemisphere.se).

**Citation :** Alonso-Fradejas, A. et al (2020) L'« agroécologie bidon ». La mainmise des multinationales sur l'agroécologie. ATI, TNI, Crocevia. Ce rapport a été publié en avril 2020 dans le cadre de la série 'Qui tire profit', avec le soutien financier de Bread for the World (Brot für die Welt). Les opinions et points de vue exprimés dans le présent document relèvent de la seule responsabilité des Amis de la Terre International, Transnational Institute et Crocevia. **Publié par :** Amis de la Terre International, Transnational Institute et Crocevia. Tous droits réservés © 2020 Amis de la Terre International, Transnational Institute et Crocevia.

## SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
1. DEUX CHEMINS ET UNE MÊME DESTINATION ? L'AGROÉCOLOGIE ET L'INTENSIFICATION DURABLE DE L'AGRICULTURE DANS LA TRANSITION VERS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES ET D'UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES DURABLES	6
L'APPROCHE AGROÉCOLOGIQUE	7
L'INTENSIFICATION DURABLE DE L'AGRICULTURE (IDA)	7
2. LA SAI, LA NVA ET LA FOLU : TROIS INITIATIVES DES GRANDES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES POUR UNE 'AGROÉCOLOGIE BIDON'	8
3. LA SAL, LA NVA ET LA FOLU : TROIS GRANDES INITIATIVES ET TROIS GRANDES OBSESSIONS DE L'AGRO-ALIMENTAIRE INDUSTRIEL AFIN DE TOUT CHANGER POUR QUE RIEN NE CHANGE	10
L'OBSESSION TECHNOLOGIQUE ET PRODUCTIVISTE	10
L'OBSESSION DES NOUVELLES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES	11
L'OBSESSION D'UN NOUVEAU MODE DE GOUVERNANCE PUBLIC-PRIVÉ DU SYSTÈME AGROALIMENTAIRE ET D'UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES	11
4. L'INITIATIVE POUR UNE AGRICULTURE DURABLE (SAI)	12
IDENTITÉ, BUTS ET TYPES DE MEMBRES DE LA SAI	12
L'« AGROÉCOLOGIE BIDON » DE LA SAI	13
5. LA NOUVELLE VISION DE L'AGRICULTURE (NVA)	15
IDENTITÉ, OBJECTIFS ET TYPES DE MEMBRES DE LA NVA	15
L'« AGROÉCOLOGIE BIDON » DE LA NVA	19
6. LA COALITION POUR L'ALIMENTATION ET L'UTILISATION DES SOLS (FOLU)	20
IDENTITÉ, OBJECTIFS ET TYPES DE MEMBRES DE LA FOLU	20
L'« AGROÉCOLOGIE BIDON » DE LA FOLU	21
7. DIS-MOI QUI TU HANTES... ANALYSE COMPARATIVE DES MEMBRES MULTINATIONAUX DE LA SAI, LA NVA ET LA FOLU	23
8. CONCLUSIONS ET RÉFLEXIONS POUR UNE AGROÉCOLOGIE FIDÈLE À SA VISION DE DURABILITÉ DES ÉCOSYSTÈMES ET ENRACINÉE DANS LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	32
RÉFÉRENCES	34

## FIGURES, TABLES ET ENCADRÉS

FIGURE 1: MEMBRES INTERNATIONAUX DE LA SAI, CLASSÉS PAR TYPE D'ORGANISATION	12
FIGURE 2: ÉLÉMENTS, CHAMPS D'ACTION ET INFLUENCE DU TRAVAIL DU FEM EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET D'ALIMENTATION	17
FIGURE 3: MEMBRES MULTINATIONAUX DE LA NVA, PAR TYPE D'ORGANISATION	18
FIGURE 4: MEMBRES MULTINATIONAUX DE LA FOLU, PAR TYPE D'ORGANISATION	21
FIGURE 5: MEMBRES MULTINATIONAUX DE LA SAI, LA NVA ET LA FOLU	28
TABLE 1: LISTE DES MEMBRES À CARACTÈRE MULTINATIONAL DES INITIATIVES NVA, FOLU ET SAI	23
TABLE 2: MEMBRES MULTINATIONAUX DE LA SAI, LA NVA ET LA FOLU, PAR TYPE D'ORGANISATION	31
ENCADRÉ 1: L'AGROÉCOLOGIE EN TANT QUE SCIENCE, PRATIQUE ET MOUVEMENT SOCIAL	7
ENCADRÉ 2: UNILEVER ET L'« AGROÉCOLOGIE BIDON »	30
ENCADRÉ 3: CARGILL ET L'« AGROÉCOLOGIE BIDON »	31

# INTRODUCTION

L'agroécologie en tant que science, pratique et mouvement social (Wezel *et al.*, 2009) et surtout en tant que mode de vie (Nyéléni, 2015, p. 3), est en vogue au-delà des sphères traditionnelles scientifiques, politiques, de production et de consommation.

Du fait des crises alimentaire, environnementale, climatique, énergétique et financière ou économique, le besoin de transformer un système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles inviable devient évident dans les débats et les déclarations des organisations intergouvernementales responsables de la gestion de la diversité biologique,<sup>1</sup> de l'agriculture et l'alimentation,<sup>2</sup> et de la lutte contre le changement climatique.<sup>3</sup> En 2014, la FAO a organisé le premier d'une série de symposiums officiels à caractère international et régional sur l'agroécologie.<sup>4</sup> L'année suivante, « des organisations et mouvements internationaux de producteurs d'aliments à petite échelle et de consommateurs, comprenant des paysans, des communautés et peuples autochtones y compris des chasseurs et des cueilleurs, des agriculteurs familiaux, des travailleurs ruraux, des éleveurs et des bergers, des artisans-pêcheurs et des mouvements urbains » (Nyéléni, 2015) se sont rencontrés dans le Forum international sur l'agroécologie, à Nyéléni, au Mali. Leur but était de « développer des stratégies conjointes visant à promouvoir l'agroécologie et à éviter sa récupération par d'autres acteurs. » (Nyéléni, 2015, 1).

D'une part, les organisations populaires qui ont participé au Forum de Nyéléni affirment que « l'agroécologie est politique », et qu'elle « nous demande de remettre en cause et de transformer les structures de pouvoir de nos sociétés. Nous devons placer le contrôle des semences, de la biodiversité, des terres et territoires, de l'eau, des savoirs, de la culture, des biens communs et des espaces communautaires entre les mains [des peuples] qui nourrissent le monde. » (Nyéléni, 2015, 4). D'autre part, ces organisations constatent qu'il existe des initiatives pour « la récupération de l'agroécologie visant à perfectionner le système alimentaire industriel », qu'elles s'appellent « agriculture intelligente face au climat », « intensification durable ou écologique » ou « production industrielle d'aliments 'bio' ». (Nyéléni, 2015, 2). C'est pourquoi les organisations présentes au Forum déclarent : « Pour nous, il ne s'agit pas d'agroécologie : nous [...] rejetons [ces pratiques] et nous nous battons pour dénoncer et faire obstacle à cette appropriation insidieuse du terme » (Nyéléni, 2015, 2). À cette fin, l'une des neuf stratégies approuvées au Forum consiste à « dénoncer et combattre la mainmise des entreprises et des institutions sur l'agroécologie » (Nyéléni, 2015, 7)



Récolte du soja dans l'État  
du Mato Grosso, au Brésil.  
© Kelvin Helen Haboski /  
Shutterstock

- 1 Après la 14<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB), une note de la Secrétaire exécutive dit : « Ceci nécessitera des travaux à l'interconnexion de la diversité biologique, des changements climatiques, de l'alimentation et de l'eau, de l'agriculture et de la santé, entre autres secteurs et questions, l'examen des compromis entre ces domaines, et les options politiques connexes concernant la production et la consommation durables, la pollution et l'urbanisation. » (CDB, 2018, p. 5) De même, la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services des écosystèmes (IPBES) dit dans son rapport global 2019 qu'il est nécessaire de promouvoir l'agroécologie parmi les stratégies principales pour la production et la consommation durable d'aliments. (IPBES, 2019, p. 35)
- 2 L'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD d'après l'anglais) affirme que l'agroécologie possède un grand potentiel pour l'agriculture mondiale (IAASTD, 2009, pages 67 et 186). Née d'un processus de consultation impliquant 900 participants et 110 pays de toutes les régions du monde, et avec le soutien de la FAO, du FEM, du PNUD, du PNUE, de l'UNESCO, de la Banque mondiale et de l'OMS, l'IAASTD fut le mécanisme officiel fondamental d'évaluation des connaissances, sciences et technologies agricoles, destinées à : i) réduire la faim et la pauvreté, ii) améliorer l'alimentation, la santé et les moyens de subsistance ruraux, et iii) faciliter la durabilité sociale et environnementale.
- 3 L'Accord de Paris auquel est parvenue en 2015 la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), reconnaît le besoin de « [renforcer] les capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques » et de « [promouvoir] la résilience à ces changements et un développement à faible émission de gaz à effet de serre, d'une manière qui ne menace pas la production alimentaire. » (CCNUCC, 2015, art. 2 b). Le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), dans son rapport d'août 2019, « Le changement climatique et les terres émergées », pose un autre jalon concernant l'agroécologie par rapport au climat. Concrètement, pour le GIEC, l'agroécologie « peut prévenir et diminuer la dégradation du sol, maintenir la productivité de la terre et même inverser les effets négatifs du changement climatique (GIEC, 2019, p. 24).
- 4 Après une série de séminaires régionaux en 2015 et 2016, la FAO a organisé en 2018 le Deuxième symposium international sur l'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

Dans la quête actuelle de solutions des crises socio-écologiques mondiales, comme celles que contemplant le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique, l'agriculture<sup>5</sup> durable devient un outil clé pour transformer le système agroalimentaire et le mode d'utilisation des ressources naturelles, causes sous-jacentes des crises. Cependant, plusieurs questions ne sont pas claires et font l'objet de débats et de disputes : qui va dicter quel type d'agriculture durable, pour quel type de système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles, faudra-t-il privilégier ? Quels seront les sujets socio-économiques clés du changement : ceux qui travaillent depuis des décennies pour une agroécologie émancipatrice et transformatrice des injustes rapports socio-écologiques propres à l'actuel système agroalimentaire industriel, ou ceux qui se rapprochent aujourd'hui de l'agroécologie afin d'atténuer les pires effets écologiques du système agroalimentaire industriel en se tournant vers un système un petit peu plus 'vert' mais qui reste en proie aux inégalités et aux injustices sociales ?

Telles sont, justement, les grandes questions à l'origine du présent rapport réalisé en collaboration par les Amis de la Terre International (ATI), le Centro Internazionale Crocevia (CIC) et le Transnational Institute (TNI). En particulier, et afin d'alimenter la discussion autour de ces questions, nous examinons dans ce rapport les raisons pour lesquelles les grandes entreprises agroalimentaires, qui considéraient autrefois l'agroécologie comme une menace, s'approprient aujourd'hui, de manière stratégique mais sélective, une partie de ses discours, de ses techniques et de ses pratiques.

En bas à gauche : Culture hydroponique de légumes biologiques.

© MiniStocker / Shutterstock

En bas à droite : Marché fermier local à Guamote, province de Chimborazo, Équateur.

© Robert Gibson z / Shutterstock



5 Nous employons le terme 'agriculture' pour désigner, en plus de la culture de végétaux, la pêche, l'agroforesterie et l'élevage pratiqués à des fins potentielles diverses (alimentation, énergie, industrie, piégeage de carbone, etc.).

# DEUX CHEMINS ET UNE MÊME DESTINATION ? L'AGROÉCOLOGIE

ET L'INTENSIFICATION DURABLE DE L'AGRICULTURE  
DANS LA TRANSITION VERS DES SYSTÈMES  
AGROALIMENTAIRES ET D'UTILISATION  
DES RESSOURCES NATURELLES DURABLES

# 01



Enlèvement des coques de noix de coco à Jembrana, Bali, Indonésie.  
© Sony Herdiana / Shutterstock

Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (en anglais *High Level Panel of Experts*, HLPE), conseiller du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), a publié en juillet 2019 son rapport 'Approches agroécologiques et autres approches innovantes pour une agriculture durable et des systèmes alimentaires qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition' (HLPE, 2019). Ce rapport « *présente plusieurs approches novatrices des systèmes alimentaires durables, en les classant dans les deux grandes catégories suivantes : i) intensification durable des systèmes de production et approches connexes (agriculture climato-intelligente, agriculture intégrant l'enjeu nutritionnel et chaînes de valeur alimentaires durables, notamment), processus qui implique généralement des transitions progressives vers des systèmes alimentaires durables; et ii) approches agroécologiques et approches connexes (agriculture biologique, agroforesterie et permaculture, notamment), considérées par certaines parties prenantes comme plus transformatrices.* » (HLPE, 2019, p.15)

Les différences entre ces deux approches sont importantes et nombreuses : « *La première catégorie repose sur l'hypothèse selon laquelle, pour faire face aux défis futurs, il faudra augmenter de manière durable la productivité par unité de surface – ce que l'on désigne par l'expression 'intensification durable' –, tandis que la deuxième s'attache à réduire les intrants et à favoriser la diversité, en parallèle avec une transformation sociale et politique axée sur l'amélioration de la santé écologique et humaine et sur les questions d'équité et de gouvernance.* » (HLPE, 2019, p. 15). Aux fins de notre étude il faudra préciser, ne serait-ce que brièvement, comment nous comprenons ces chemins divergents et quels types de changements chacun d'eux propose d'introduire dans les systèmes agroalimentaires et d'utilisation des ressources naturelles appliqués à l'heure actuelle.

6 Voir aussi le rapport des Amis de la Terre International: Agroécologie – Innoover pour des systèmes agricoles et alimentaires durables (Ortega-Espés, 2018), <https://www.foei.org/wp-content/uploads/2018/11/Agroecologie-innovation-FR.pdf>, et le numéro 101 de juillet 2019 du magazine Biodiversidad, subsistencia y culturas consacré à 'une agroécologie aux racines paysannes', <https://www.grain.org/system/categories/pdfs/000/000/560/original/Definitiva-Biodiversidad%20101%20WEB.pdf>.

## L'APPROCHE AGROÉCOLOGIQUE

L'interprétation que le mouvement pour la souveraineté alimentaire fait de l'agroécologie est reflétée dans la Déclaration du Forum international sur l'agroécologie qui s'est tenu en 2015 à Nyéléni. L'agroécologie y est définie comme un mode de vie en harmonie avec la nature et fondé sur des principes de justice sociale et écologique. C'est à partir de cette conception, et grâce à un dialogue des savoirs et à la solidarité entre les communautés, les peuples et les régions du monde, que l'agroécologie est perçue comme un élément clé de la construction de la souveraineté alimentaire et du refroidissement de la planète, du point de vue scientifique et technique mais aussi politique (Nyéléni, 2015).<sup>6</sup> Jusqu'à un certain point, le rapport du HLPE reflète le caractère émancipateur et transformateur de l'agroécologie défini dans le Forum de Nyéléni.

### L'agroécologie en tant que science, pratique et mouvement social

En tant que **science**, l'agroécologie comporte : (i) l'étude intégrale de l'écologie du système alimentaire dans son ensemble, en y incluant les dimensions écologique, économique et sociale ou, plus brièvement, l'écologie du système alimentaire (Francis *et al.*, 2003) ; (ii) l'application de concepts et de principes agroécologiques à la conception et la gestion de systèmes alimentaires durables (Gliessman, 2007) ; et, plus récemment, (iii) une intégration de la recherche, l'éducation, l'action et le changement qui rende durables tous les éléments écologiques, économiques et sociaux du système alimentaire, (Gliessman, 2018).

Les **pratiques** agroécologiques visent à améliorer les agro-écosystèmes en mettant à profit les processus naturels, en favorisant des interactions et des synergies biologiques bénéfiques entre leurs composants (Gliessman, éd., 1990) et en se servant à bon escient des processus écologiques et des services écosystémiques pour concevoir et mettre en œuvre des méthodes productives (Wezel *et al.*, 2014).

En tant que **mouvement social**, l'agroécologie est considérée comme une solution de certains problèmes actuels comme le changement climatique et la malnutrition, contrairement au modèle 'industriel' ; son but est de transformer ce dernier pour construire des systèmes alimentaires adaptés aux conditions locales et qui renforcent la viabilité économique des zones rurales au moyen de chaînes commerciales courtes et d'une production alimentaire sûre et juste. Elle soutient la production alimentaire à petite échelle et l'agriculture familiale, les agriculteurs et les communautés rurales, la souveraineté alimentaire, les connaissances locales, la justice sociale, l'identité et la culture locales, et les droits des autochtones sur les semences et les races de bétail (Altieri et Toledo, 2011 ; Rosset *et al.*, 2001 ; Nyéléni, 2015). Cette dimension de l'agroécologie en tant que mouvement politique prend de plus en plus d'importance (González de Molina, 2013 ; Toledo et Barrera-Bassols, 2017).

Source : HLPE (2019, p. 32).

## L'INTENSIFICATION DURABLE DE L'AGRICULTURE (IDA)

L'intensification durable de la production agricole (IDA) comprend « des procédés ou des systèmes agricoles qui réussissent à augmenter, ou du moins à maintenir le niveau de production, tout en améliorant graduellement les effets sur l'environnement. Et ce, sans élargir la superficie cultivée ni toucher les habitats naturels, et avec des améliorations des performances du système agricole susceptibles de réduire à zéro le coût environnemental net » (Pretty, 2018). Curieusement, à cette fin « il est essentiel que l'IDA ne prescrive aucun type spécifique de technologie, de pratique ou de politique » (Pretty, 1997, p. 249) ou, autrement dit, « qu'aucun type de technique ou de technologie ne soit exclu » (Royal Society, 2009, p. ix). Donc, a priori, l'IDA pourrait être considérée comme un élément ou objectif partiel de l'approche agroécologique dans certains contextes.

Or, le HLPE affirme que, dans la pratique, ceux qui prônent l'IDA « privilégient les innovations d'ordre technologique et productiviste pour accroître l'efficacité et réduire les effets négatifs des systèmes agroalimentaires actuels du point de vue écologique et sanitaire » (HLPE, 2019, p. 61). Il n'est donc pas étonnant que le 'père' de l'approche IDA reconnaisse que « le concept d'IDA est sujet de controverse : ne s'agit-il que de la même idée de toujours ? Est-ce un moyen d'introduire dans l'agriculture des technologies potentiellement nuisibles ? Le fait d'accorder la priorité aux résultats et aux biens environnementaux provoquera-t-il des pertes de productivité ? » (Pretty, 2018). En effet, dans leur analyse de l'IDA les Amis de la Terre International concluent : « *...n'excluant rien, ce terme est devenu un tiroir fourre-tout et on s'en sert pour soutenir les politiques actuelles.<sup>7</sup> Il a été adopté par des organisations qui représentent les industries biotechnologiques et les fabricants d'engrais et de pesticides. D'autre part, en se concentrant sur l'augmentation du rendement, l'intensification durable ne traite pas des problèmes économiques et politiques qui empêchent des millions de personnes d'avoir accès à des aliments nourrissants et sûrs. De ce point de vue, plutôt que d'apporter un changement de cap radical, l'intensification durable semble favoriser le maintien du statu quo. Pourtant, les définitions de l'intensification durable incluent des perspectives agroécologiques* » (Collins et Chandrasekaran, 2012, p. 7, c'est nous qui soulignons).

Ainsi, nous nous trouvons devant deux chemins qui, tout en partageant certains éléments du paysage, sont parcourus et prônés par des sujets socio-économiques de nature diamétralement opposée, et qui, en plus, mènent à des destinations différentes. Lequel des deux chemins, celui de l'agroécologie ou celui de l'intensification durable de l'agriculture (IDA) dans son format limité et au service de l'agro-industrie, sera pris comme modèle et recevra du soutien politique et financier ? Nous pensons qu'une transition vers des systèmes agroalimentaires et d'utilisation des ressources naturelles, écologiques en apparence mais en fait non durables et injustes, est vouée à l'échec. C'est dans ce sens, et dans le but de contribuer à ce débat, que nous analysons ci-dessous une série d'initiatives qui proposent un modèle intéressé et limité d'« intensification agricole durable avec une teinte d'agroécologie ».

<sup>7</sup> Par exemple, l'IDA est un 'Objectif stratégique A', ou « une des principales réponses à la demande croissante d'aliments et d'autres produits agricoles » (FAO, 2019).

# LA SAI, LA NVA ET LA FOLU : TROIS INITIATIVES DES GRANDES INDUSTRIES

AGROALIMENTAIRES POUR  
UNE 'AGROÉCOLOGIE BIDON'

# 02



Femme agricultrice tenant des haricots noirs.  
© Davide Bonaldo / Shutterstock

Comme nous l'avons dit, notre intérêt est d'examiner les motivations et les moyens par lesquels les grandes entreprises qui sont à l'avant-garde de l'actuel système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles cherchent à éliminer, en partie seulement, les inégalités, la pauvreté, la faim, la malnutrition, la violence et la destruction écologique que leur modèle d'affaires a engendrés au cours du siècle dernier. C'est donc à cette fin que nous analyserons trois grandes initiatives publiques-privées destinées à encourager une version limitée et intéressée de l'intensification durable de l'agriculture (IDA) :

1. l'Initiative d'agriculture durable (SAI d'après l'anglais),
2. la Nouvelle vision de l'agriculture (NVA), et
3. la coalition pour une nouvelle économie de l'alimentation et de l'utilisation des sols (FOLU d'après l'anglais).

Il existe bien d'autres propositions importantes ; cependant, ou bien elles partent d'une approche plus spécifique, comme dans le cas de l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente vis-à-vis du climat (GACSA)<sup>8</sup>, ou bien il s'agit d'initiatives de moindre envergure, comme l'Alliance globale de l'agro-industrie.<sup>9</sup> D'autre part, ces trois grandes propositions mondiales comportent un large éventail d'intérêts, de positionnements et de discours, qui vont de l'initiative presque exclusive des principales sociétés transnationales de l'alimentaire (la SAI) à celle que l'on présente comme une initiative à caractère scientifique (la FOLU), en passant par une autre qui est à mi-chemin entre les deux précédentes mais qui compte des adhérents plus nombreux et divers (la NVA).

<sup>8</sup> <http://www.fao.org/gacsa/about/en/>

<sup>9</sup> <https://globalagribusinessalliance.com/>



Sauf quelques différences d'ordre formel, la SAI, la NVA et la FOLU sont régies par une logique et des objectifs analogues. Les trois sont des exemples clairs de collaboration pré-concurrentielle entre grandes entreprises, destinée à promouvoir l'existence d'espaces de gouvernance publique-privée où de nombreuses parties intéressées se donnent rendez-vous. De même, les trois affirment qu'elles contribuent à la mise en œuvre de l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique et du Programme 2030 et ses objectifs de développement durable (ODD). Celui qui fut PDG d'Unilever jusqu'à juin 2019, et un membre clé des trois initiatives comme nous le verrons plus loin, résume clairement la logique qui les sous-tend :

**« ...les multinationales peuvent et doivent se servir de leurs longues chaînes d'approvisionnement pour promouvoir le changement et améliorer la qualité de vie dans les marchés où elles opèrent [...] Cela peut paraître décourageant, mais nous disposons déjà d'un cadre pour orienter la transition : les Objectifs pour un développement durable des Nations Unies (ODD). Les ODD [...] sont conçus pour atteindre 'un avenir plus durable pour tous' d'ici à 2030, ce qui, par extension, rendra possible un meilleur contexte commercial. La Commission du commerce et du développement durable a estimé que si les ODD étaient atteints ils apporteraient à l'économie mondiale près de 12 millions de dollars et 380 millions d'emplois d'ici la fin de la prochaine décennie. » (Polman, 2019).<sup>10</sup>**

En outre, la SAI, la NVA et la FOLU ont en commun une même vision politique. Comme nous le verrons plus loin, aux fins de cette vision les trois initiatives prônent un système limité d'intensification durable de l'agriculture, avec une touche d'agroécologie. Il s'agit d'une approche restreinte de l'innovation, qui prétend atténuer les pires répercussions environnementales et sociales de l'actuel système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles axé sur l'industrie, mais sans transformer radicalement les relations injustes, socio-économiques, idéologiques, politiques et écologiques qui le sous-tendent. Comme le dit le Forum économique mondial, plutôt qu'une transformation structurelle on recherche 'une mise à jour du système opérationnel actuel' (WEF, 2019 b, p. 4). Dans ce but, la SAI, la NVA et la FOLU déploient leur grand pouvoir d'influence sur les médias, la politique et les marchés pour façonner à leur guise l'imaginaire social et politique à propos des changements de l'actuel système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles qui sont souhaitables et possibles.

Comme nous le verrons, les initiatives SAI, NVA et FOLU disent qu'elles recherchent la durabilité de l'environnement, l'atténuation de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition, et 'l'inclusion' des producteurs agricoles familiaux ou artisanaux dans des chaînes d'approvisionnement mondiales. Or, tout semble indiquer que l'objectif final de leur système limité d'intensification agricole durable est, dans le meilleur des cas, de reproduire la base écologique et productive strictement nécessaire pour que les grands industriels de l'agro-alimentaire puissent continuer à s'enrichir aux dépens de la planète et de ses habitants.<sup>11</sup> Il s'agit donc d'introduire les réformes indispensables pour préserver l'actuel système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles, de nature commerciale et industrielle. Comme l'explique clairement la *Business and Sustainable Development Commission* (Commission du commerce et du développement durable), qui émane du Forum économique mondial : « les coûts et les incertitudes d'un développement non durable pourraient augmenter jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de monde viable pour les affaires » (BSDC, 2017, p. 14).

Et pour tout changer sans que rien ne change, l'agroécologie offre une liste de solutions extrêmement utiles que les grandes multinationales de l'agro-alimentaire peuvent intégrer, à leur choix, dans leur système actuel fortement dépendant d'intrants extérieurs. C'est pourquoi nous ne parlons pas d'une assimilation totale de l'approche agroécologique et de sa vision transformatrice axée sur la justice environnementale, économique et sociale de la part du secteur agroalimentaire industriel : cela équivaldrait à prétendre mélanger de l'huile et de l'eau. Nous parlons plutôt d'une récupération stratégique mais sélective d'une partie des objectifs, des discours et des pratiques de l'agroécologie,<sup>12</sup> ainsi que de l'espace politique et des fonds disponibles pour la transition vers l'agriculture durable. Autrement dit, tout comme le type de nourriture caractéristique du modèle agro-industriel est considéré comme de la 'malbouffe' ou nourriture de mauvaise qualité, l'intensification agricole durable avec une touche d'agroécologie peut être perçue comme une agroécologie de pacotille.

Des millions de producteurs agricoles, de chercheurs, d'organisations sociales et d'institutions nationales et internationales pratiquent et s'efforcent de promouvoir une agroécologie fidèle à ses principes de justice sociale et d'harmonie avec la nature. En revanche, la SAI, la NVA et la FOLU mènent une croisade pour une pseudo-agroécologie qui dénature ces objectifs. D'autre part, les trois initiatives ont en commun trois obsessions. Elles sont obsédées premièrement par la technologie et la productivité, deuxièmement par le marché et les chaînes de valeur mondiales, et troisièmement par un type de gouvernance qui favorisera les riches au détriment des pauvres. Nous examinerons maintenant de plus près ces trois obsessions, pour parler ensuite de leur nature, des intérêts particuliers concernés et de leur manière de promouvoir une 'agroécologie bidon'.

<sup>10</sup> Cependant il faut signaler que la BSDC ne précise pas quels seront les bénéficiaires de cette richesse, ni le nombre d'emplois (même parmi ceux considérés comme 'écologiques') qui risquent de disparaître au cours d'une transition écologique au service des grandes entreprises. Un bon exemple de ce dernier aspect est celui du paradoxe engendré par l'expansion actuelle de la monoculture, y compris par celle qui se dit 'intensive en main-d'œuvre', comme la culture industrielle de la canne à sucre et du palmier à huile. Au Guatemala par exemple, l'expansion des grandes plantations de canne et de palmier s'est soldée par une perte nette d'emplois agricoles. Ceci est dû au fait que les nouveaux emplois dans les plantations ne compensent absolument pas les emplois perdus à cause de la substitution de l'agriculture familiale et à petite échelle par une agriculture industrielle (Alonso-Fradejas, 2013).

<sup>11</sup> Cette dynamique que James O'Connor appelle 'la deuxième contradiction du capitalisme' porte sur les limites que les grandes entreprises se fixent au moment d'assouplir leurs propres conditions environnementales et sociales en augmentant les coûts et en menaçant ainsi leur propre capacité de génération de bénéfices (O'Connor, 1988, p. 13).

<sup>12</sup> Pour davantage d'information sur l'inclusion d'éléments agroécologiques dans l'intensification agricole durable voir, entre autres : FAO (2011, 2013), Holt-Giménez *et al.* (2013), Parmentier (2014), Giraldo et Rosset (2016), Rosset *et al.* (2017), Ortega-Espés (2018), et HPLP (2019).

# LA SAL, LA NVA ET LA FOLU : TROIS GRANDES INITIATIVES ET TROIS GRANDES

OBSESSIONS DE L'AGRO-ALIMENTAIRE INDUSTRIEL  
AFIN DE TOUT CHANGER POUR QUE RIEN NE CHANGE

# 03



Tracteur pulvérisant les cultures.  
© Valentin Valkov / Shutterstock

## L'OBSESSION TECHNOLOGIQUE ET PRODUCTIVISTE

L'intensification agricole durable avec des touches d'agroécologie prônée par la SAL, la NVA et la FOLU repose sur les piliers du productivisme et du déterminisme technologique. Le premier vise à légitimer l'intérêt de la grande industrie agroalimentaire à accroître le plus possible la productivité de la terre et du travail agricole,<sup>13</sup> avec l'argument néo-malthusien relatif au besoin de « nourrir une population mondiale en augmentation à partir d'une base de ressources productives en diminution » (WEF, 2013, p. 6). Bien que la croissance démographique du monde et, en particulier, l'agglomération de la population dans les villes, soient des réalités qui posent un grand nombre de défis importants, il n'est pas moins vrai que les plus de 800 millions de personnes qui ont eu faim en 2019 sont victimes de l'injuste distribution des aliments plutôt que de l'absence d'aliments suffisants au niveau mondial.

Cependant, pour la grande industrie alimentaire qui contrôle les chaînes mondiales de marchandises agricoles, la solution d'un problème socio-écologique aussi complexe que l'alimentation de la population du monde semble dépendre uniquement de la possibilité de 'produire plus avec moins'. La stratégie pour y parvenir est claire et réside dans l'innovation technologique au service du système agroalimentaire en vigueur. Au-delà du déterminisme technologique qui implique la prétention de résoudre des problèmes structurels historiques dans un laboratoire ou avec un clic, et malgré les alertes

des organisations de recherche associées à la FOLU et à la NVA, les trois initiatives réduisent l'innovation à l'adoption de technologies et de méthodes soumises à des droits de propriété intellectuelle ou à d'autres genres d'obstacles à leur diffusion (par ex. l'affiliation institutionnelle, etc.). Parmi ces technologies et méthodes figurent en tête, comme nous le verrons plus loin, les nouvelles technologies d'édition génomique (par ex. les CRISPR), l'agriculture de précision pour réorganiser les processus biophysiques de la ferme comme s'il s'agissait de la ligne de montage d'une usine, et la numérisation des processus de production agricole et de leur contexte socio-écologique afin de produire, analyser et diffuser l'information en temps réel (les *big data*). À la faveur de la sophistication que ce type d'agriculture suppose, la SAL, la NVA et la FOLU appellent la jeunesse à s'établir à la campagne pour que ce soient les nouvelles générations qui tiennent les rênes d'une production agricole à forte intensité technologique.

Or, comme l'affirment les Amis de la Terre International (ATI), l'innovation dans les systèmes agroalimentaires et d'utilisation des ressources naturelles implique aussi « l'adaptation ou l'évolution, l'amélioration et/ou l'expansion de techniques et pratiques déjà existantes » (Ortega-Espés, 2018, p. 6). À partir de cette vision plus large, ATI propose « 13 critères d'évaluation essentiels et interconnectés qui serviront de cadre objectif et complet pour mieux évaluer et sélectionner une innovation [qui puisse être] considérée comme

<sup>13</sup> C'est-à-dire la production obtenue par quantité de surface cultivée et par quantité de travail, respectivement.

acceptable du point de vue social, culturel, écologique, politique et économique ». Ces critères sont les suivants : i) gouvernance participative ; ii) justice sociale et économique ; iii) éradication de la faim ; iv) santé, nutrition et sécurité sanitaire ; v) avantages pour les petits producteurs de denrées alimentaires et pour les travailleurs ; vi) justice de genre et diversité ; vii) efficacité ; viii) justice énergétique ; ix) justice environnementale ; x) justice climatique ; xi) disponibilité et accessibilité ; xii) utilité, facilité d'utilisation et durabilité dans le temps ; xiii) évolutivité (Ortega-Espés, 2018, p. 7). Autrement dit, il s'agit de 13 conditions que doivent remplir les innovations agroécologiques pour répondre à la vision transformatrice de la souveraineté alimentaire.

### L'OBSESSION DES NOUVELLES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

Les nouvelles occasions de gagner de l'argent qu'offrent les impératifs actuels de durabilité et d'inclusion dans les 'chaînes de valeur mondiales' sont la raison pour laquelle les grandes entreprises membres de la SAI, la NVA et la FOLU ont adopté le modèle limité d'intensification agricole durable avec une touche d'agroécologie pour reproduire la base écologique-productive de leurs affaires. D'une part, la grande industrie agroalimentaire qui est derrière la SAL, la NVA et la FOLU veut profiter des opportunités d'affaires qui découlent de l'économie verte. D'après le géant financier Rabobank, membre de la NVA et de la FOLU, « les entreprises de l'alimentaire, de l'agriculture et d'autres secteurs, qui envisagent sous un nouvel angle les matières premières, les méthodes de production et le recyclage peuvent y trouver de nouvelles opportunités financières et contribuer à conserver les matières premières et les ressources naturelles. » (Rabobank, 2019)

D'autre part, dans le cadre du système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles à caractère industriel, les producteurs agricoles à petite échelle ont deux options : s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales, ou disparaître. C'est pourquoi la promotion d'affaires de nature inclusive, comme les divers types d'agriculture sous contrat, joue un rôle central. En théorie, ces affaires de nature inclusive supposent le partage des bénéfices entre tous les acteurs des chaînes mondiales de marchandises agricoles. Mais dans la pratique, et indépendamment de certains bénéfices que puissent recevoir quelques acteurs non privilégiés, ces systèmes s'accompagnent d'un renforcement du contrôle des entreprises sur les chaînes de valeur mondiales de marchandises agricoles. Cette dynamique est légitimée à partir de deux fondements idéologiques. Premièrement, à partir d'un discours de type réductionniste (par ex., centré sur certaines cultures de grande valeur commerciale) et déformé (c.-à-d. parfaitement concurrentiel sur des marchés réservés à certaines entreprises, comme celles qui produisent des intrants agricoles ou celles qui se chargent du traitement, du transport et de la distribution de produits agroalimentaires). Deuxièmement, à partir de l'interprétation de l'appauvrissement des petits producteurs agricoles comme un effet résiduel plutôt que structurel (Bernstein, 2010). C'est-à-dire que ces producteurs sont pauvres parce qu'ils n'ont pas accès aux marchés financiers, à des terres, à des marchandises, à du travail, etc., et non parce que les conditions pour leur inclusion dans ces marchés ont trait à leur

position sociale. C'est pourquoi la SAI, la NVA et la FOLU mettent l'accent sur le 'principe d'inclusion', mais non sur celui de 'redistribution'.

### L'OBSESSION D'UN NOUVEAU MODE DE GOUVERNANCE PUBLIC-PRIVÉ DU SYSTÈME AGROALIMENTAIRE ET D'UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES

Du fait de la convergence des crises mondiales depuis 2008, le multilatéralisme perd du terrain face à un système de gouvernance regroupant plusieurs parties prenantes. Dans son format actuel, ce système de gouvernance est, en grande partie, le résultat des tentatives du Forum économique mondial (FEM) de formuler un nouveau système de gouvernance mondiale (Gleckman, 2016, p. 92).<sup>14</sup> En théorie, le système de gouvernance regroupant plusieurs parties prenantes réunit autour de la même table et avec les mêmes droits de parole et de vote des représentants divers de la société, des entreprises et des États. Mais en réalité, tous ces acteurs ne se trouvent pas dans la même position de pouvoir pour faire avancer leurs intérêts et leurs aspirations quant à l'avenir du système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles (voir McKeon, 2017). De ce fait, le système regroupant plusieurs parties prenantes comporte des répercussions importantes pour la gouvernance mondiale. Tout d'abord, les agro-industries qui sont à l'avant-garde de l'intensification agricole durable avec une touche d'agroécologie essaient maintenant d'influer sur les gouvernements, les ONG et les organisations sociales, et réciproquement.<sup>15</sup> Le but est de légitimer le nouveau rôle que la grande industrie agroalimentaire s'est adjugé : celui de championne face aux crises mondiales qu'elle a contribué à provoquer. Afin de débayer le terrain, le Forum économique mondial a signé, en juin 2019, un Accord d'association stratégique avec l'ONU pour la mise en œuvre du Programme 2030 et de ses ODD. Cet accord formalise l'extension du système de gouvernement regroupant plusieurs parties prenantes à des domaines fondamentaux, tels que la lutte pour l'atténuation du changement climatique, l'éducation, la santé et l'alimentation (WEF, 2019c). Mais en plus, la SAI, la NVA et la FOLU privilégient l'adoption de codes de conduite privés, comme celui de GlobalG.A.P, et le recours à des entreprises de certification à but lucratif comme agroVetGMBH et Bureau Veritas, pour démontrer au monde l'innocuité, la durabilité ou les avantages sociaux des empires agroalimentaires. Selon le directeur chargé de la durabilité du secteur des finances commerciales de Rabobank, « les politiques de durabilité les plus authentiques commencent là où la loi se termine » (Rabobank, 2019).

Or, ce qui précède traverse la frontière éthique et légale qui sépare les multinationales privées fournisseuses de produits et de services de leurs obligations en matière de droits humains. Autrement dit, il s'agit d'un pas ferme vers la transformation de l'agro-alimentaire industriel en sujet de droits humains. Le cas le plus extrême est celui de l'initiative SAL qui, comme nous le verrons, accorde aux multinationales privées la tâche de « protéger et préserver les ressources de la planète, les droits humains et le bien-être des animaux » (SAI, 2019j). Et en plus, la proposition du Forum économique mondial d'un 'Système pour influencer sur l'avenir de la sécurité alimentaire et de l'agriculture', dont émane la NVA, espère que d'ici à 2030 « les entreprises, les gouvernements, les organisations internationales et autres parties prenantes du système alimentaire fourniront réellement aux agriculteurs l'infrastructure, les politiques, les réglementations et les services dont ils ont besoin pour prospérer » (WEF, 2018a, p. 9).

<sup>14</sup> Dans son 'Initiative de réforme mondiale' de 2010, le FEM appelle à « redéfinir le système [de gouvernance] internationale comme un système de coopération mondiale plus large et à plusieurs facettes, dont les cadres juridiques et les institutions intergouvernementales sont un élément central sans être ni le seul ni parfois le plus crucial de ses éléments » (WEF, 2001a, p. 7).

<sup>15</sup> Voir le rapport du TNI (2019) sur la réforme des régimes de propriété des ressources naturelles due à la convergence des crises mondiales.

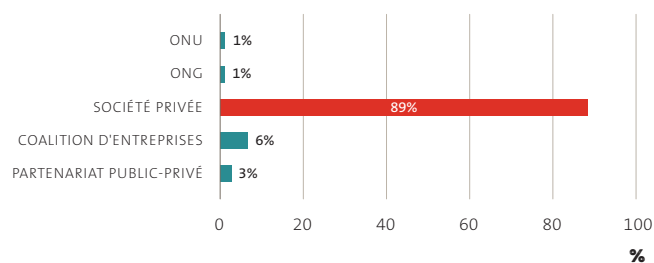


Supermarché.  
© Adisa / Shutterstock

## IDENTITÉ, BUTS ET TYPES DE MEMBRES DE LA SAI

Fondée en 2002 par Danone, Nestlé et Unilever, l'Initiative pour le développement durable dans l'agriculture (SAI) est la plus ancienne des trois expériences en discussion (SAI, 2019f). La SAI affirme en plus qu'elle « est devenue l'organisation mondiale consacrée à l'agriculture durable la plus puissante » (SAI, 2019j). Que ce soit vrai ou non, la SAI est certainement une plateforme puissante qui compte parmi ses 106 membres les principales sociétés transnationales de l'agro-alimentaire. Son Comité exécutif est présidé par Unilever et comprend des représentants de PepsiCo, Muntions, Mars, InnocentDrinks, Nestlé, Marks & Spencer, McCain Foods et Danone (SAI, 2019h). La figure 1 montre que 95 % des membres de la SAI représentent des intérêts privés.

FIGURE 1 MEMBRES INTERNATIONAUX DE LA SAI, CLASSÉS PAR TYPE D'ORGANISATION



SOURCE : ÉLABORÉ PAR L'AUTEUR À PARTIR DE LA BASE DE DONNÉES ORBIS ET DE SAI (2019E, 2019G).

La nature commerciale de la SAI se reflète dans ses arguments pour promouvoir la collaboration de ses entreprises membres avec les producteurs agricoles à petite échelle : « le soutien des petits producteurs contribue à établir de meilleurs rapports avec les gouvernements, accroît la capacité à répondre aux attentes des diverses parties prenantes, améliore la réputation de l'entreprise et lui permet de s'aligner sur des initiatives telles que les Objectifs de développement durable de l'ONU » (SAI, 2019b). Les multinationales membres de la SAI ont en commun « l'engagement à développer l'agriculture durable dans un environnement précompétitif » (SAI, 2019e). C'est pourquoi la SAI a la mission de « profiter du pouvoir de collaboration de nos membres pour accélérer l'adoption généralisée de pratiques agricoles durables » (SAI, 2019). Le but ressemble plutôt aux intentions d'un mouvement social critique : « développer un secteur agricole durable, prospère et résilient, qui assure la viabilité des exploitations et qui protège et préserve les ressources de la planète, les droits humains et le bien-être animal, tout en appuyant ses membres et en créant de la valeur grâce à l'industrie alimentaire » (*ibid.*). Pour y parvenir, la SAI est organisée en 4 groupes et comités de travail : « i) le groupe de travail sur les cultures, ii) le groupe de travail sur les produits laitiers, iii) la table ronde pour la durabilité de la viande de bœuf en Europe, et iv) le Comité horizon, qui s'occupe de questions urgentes et de grande portée concernant le travail, l'utilisation des sols et l'atténuation du changement climatique » (SAI, 2019i).

### L'« AGROÉCOLOGIE BIDON » DE LA SAI

La SAI a sa propre définition de l'agriculture durable, en plus de toute une série de « principes et pratiques durables pour l'agriculture et l'élevage ». Ses membres peuvent suivre leur mise en œuvre grâce au programme d'évaluation de la durabilité agricole (*Farm Sustainability Assessment*, FSA). Comme nous le verrons, aussi bien la définition d'agriculture durable que les principes et pratiques de production, et que la FSA elle-même, répondent à une interprétation intéressée de l'intensification durable de l'agriculture (IDA), laquelle vise à maintenir le statu quo de la grande industrie agroalimentaire. Or, toutes ces propositions de la SAI intègrent en même temps des discours, des pratiques et des méthodes propres à l'approche agroécologique, mais toujours dans un but lucratif.

Pour la SAI, l'agriculture durable est « une manière productive, compétitive et efficace d'obtenir des produits agricoles sûrs, tout en protégeant et en améliorant l'environnement et la situation socio-économique des populations locales » (Vorhies, 2012).

Pour faciliter la production et l'approvisionnement en matières premières agricoles selon sa définition de l'agriculture durable, la SAI a publié en 2009 une série de 'Principes et pratiques pour la production agricole durable' concernant plusieurs types de cultures et d'élevage. D'après la SAI, il s'agit du « premier ensemble de directives harmonisées, vérifiées et convenues pour l'industrie [agroalimentaire], et la preuve que notre approche collaborative et précompétitive a fonctionné » (SAI, 2019f).

Dans ces principes de la SAI, l'agroécologie figure partout. Un bon exemple en est la recommandation contenue dans le manuel intitulé *Principles and Practices for Sustainable Production of Arable & Vegetable Crops*, qui dit que « l'exploitation agricole doit essayer de minimiser ses émissions de gaz à effet de serre, en réduisant l'utilisation de sources d'énergie non renouvelables et en optimisant l'emploi d'intrants à forte consommation d'énergie, comme les fertilisants inorganiques » (SAI, 2009, p. 16). Un autre exemple est le programme d'évaluation de la durabilité agricole (FSA). D'après la SAI, grâce au programme FSA les producteurs agricoles « disposent maintenant d'un outil qui leur permet de démontrer à leurs clients qu'ils se soucient et assurent le suivi de la durabilité de leurs méthodes de production. Beaucoup d'entreprises leaders du secteur de l'alimentation ont déjà commencé à s'en servir pour leur approvisionnement en matières premières agricoles produites de manière durable » (SAI, 2019f). D'ailleurs, parmi les 127 questions que comprend le formulaire d'évaluation du programme FSA de la SAI, plusieurs font référence à des principes, des techniques, des méthodes et des technologies propres à l'agroécologie. Voyons quelques exemples de cette appropriation sélective de l'approche agroécologique pour une intensification durable au service de l'industrie (SAI, 2019c) :

- **La question 17** : à propos de « la distance optimale entre cultures » on recommande « les cultures intercalaires [...] et l'association de cultures pour améliorer et stabiliser les revenus de l'exploitation et favoriser la biodiversité ».
- **La question 23** : Choisissez-vous des fertilisants organiques et inorganiques, des volumes et des méthodes d'application pour augmenter l'efficacité des nutriments et réduire les effets écologiques et sociaux négatifs ?
- **La question 35** : Appliquez-vous des produits phytosanitaires chimiques uniquement quand cela s'avère absolument indispensable, et des pesticides non chimiques à chaque fois que cela est possible ?
- **La question 63** : Avez-vous évalué la biodiversité et identifié les mesures prioritaires pour la conservation de la biodiversité dans votre exploitation ?
- **La question 88** : Les travailleurs temporaires et permanents reçoivent-ils une rémunération qui correspond à leurs tâches et capacités et ont-ils les mêmes opportunités de travail ?
- **La question 111** : Votre exploitation profite-t-elle activement aux populations voisines ?

# L'INITIATIVE POUR UNE AGRICULTURE DURABLE (SAI) SUITE

04

La SAI s'est associée à l'entreprise de certification GlobalG.A.P. pour combiner les critères de cette dernière en matière de production avec les exigences de durabilité de la FSA-SAI, de manière à créer l'outil « GlobalG.A.P. *Farm Sustainability Assessment* (GGFSA) » (GlobalG.A.P., 2019). Le but de cette alliance est d'ouvrir et d'affermir des marchés pour des chaînes de valeur mondiales associées à des sociétés transnationales mais parmi lesquelles figurent des exploitations agricoles gérées en application des principes et des techniques de la FSA-SAI. Le lien entre la durabilité et les opportunités de bénéfices est, précisément, l'un des aspects que la SAI elle-même a soulignés lors de sa convention annuelle de juin 2019 à Chicago (USA) : « les clés pour améliorer la santé des sols sont le non-labourage, l'emploi de cultures de couverture, la diversité des cultures et des plantes, et l'inclusion de l'élevage. Cependant, c'est aussi par la création de marchés que l'on obtiendra la diversité nécessaire au maintien des sols en bonne santé. » (SAI 2019a).

Un autre aspect clé pour la SAI « aux fins de la transition vers l'agriculture durable » est « l'innovation technologique » (SAI, 2019f). Par exemple, dans sa convention annuelle de 2018 la SAI a traité des « avantages pour les petits producteurs que comportent la technologie, les *big data* et les *blockchains* [chaînes de blocs] agroalimentaires (SAI, 2018, p. 41). Et dans sa convention annuelle de 2019 sur « L'avenir de l'agriculture », le débat sur l'adoption de nouvelles technologies a joué un rôle central, ainsi que la discussion sur le rôle de la jeunesse et des femmes dans l'intensification agricole durable, du point de vue (et au service) de la grande l'industrie agroalimentaire. Dans son exposé initial, la vice-présidente de PepsiCo pour l'agriculture durable mondiale et l'approvisionnement responsable a dit que « la prochaine génération d'agriculteurs aura besoin de compétences en mathématiques et en informatique » (SAI, 2019b). Et bien que la SAI ne compte qu'une femme parmi les neuf membres de son Comité exécutif (SAI, 2019h), la vice-présidente de PepsiCo a recommandé de reconnaître l'importance du rôle des femmes dans l'agriculture, et elle a affirmé : « Il a été prédit que s'il y avait davantage de femmes à la tête d'exploitations agricoles, le nombre de ceux qui ont faim dans le monde diminuerait de 100 millions. » (SAL, 2019a)

Dans le document de synthèse de sa convention de 2019 la SAI fait des affirmations qui sembleraient provenir plutôt d'un organisme intergouvernemental soucieux des problèmes de durabilité environnementale et d'équité sociale dans l'agriculture. D'une part, la SAI dit que « le prochain pas pour l'agriculture est d'augmenter la diversité en matière de capacités et d'éducation et d'y inclure davantage de femmes. Il est nécessaire, à l'échelon mondial, d'aborder le fait que les femmes travaillent davantage d'heures, ne possèdent pas de titres de propriété foncière, ne peuvent pas acheter des semences de qualité ou des machines, et manquent d'éducation et de soutien » (SAI, 2019d). D'autre part, la SAI reconnaît que « la connaissance des technologies numériques, ainsi que l'accès aux données et à leur utilisation, reste problématique pour les agriculteurs. [Pourtant], un changement générationnel est déjà en train de se produire grâce à la volonté de se servir de données et d'outils électroniques. Comme le constate la Direction des amendes de la Californie, les jeunes sont en train de retourner aux champs d'amandiers et de gagner de l'argent » (*Ibid.*). Les exemples précédents montrent bien que l'« agroécologie bidon » récupère de manière sélective et partielle certains discours du modèle agroécologique transformateur.



Agriculture industrielle :  
arrosage d'une culture de  
céleri, Salinas Valley,  
Californie, États-Unis.  
© Pgiarn / Istock

## LA NOUVELLE VISION DE L'AGRICULTURE (NVA)

# 05



Semis mécanisé.  
© Satyrenko / Shutterstock

### IDENTITÉ, OBJECTIFS ET TYPES DE MEMBRES DE LA NVA

La 'Nouvelle vision de l'agriculture' (NVA) est un des deux piliers de 'l'Initiative d'un système pour influencer sur l'avenir de la sécurité alimentaire et de l'agriculture' du Forum économique mondial. (WEF, 2017, p.3)<sup>16</sup>. Cette macro-initiative du FEM a pour mission de « construire des systèmes alimentaires inclusifs, durables, efficaces et nutritifs grâce à l'action et à la collaboration fondées sur le leadership et le marché, la connaissance et l'innovation, et alignés sur les objectifs de développement durable » (WEF, 2018b, p. 1). Le FEM est d'avis que « pour nourrir près de 10 milliards de personnes en 2050 tout en atteignant les Objectifs de développement durable, les systèmes agroalimentaires devront être :

- « **Inclusifs** : les petits exploitants agricoles, y compris les femmes et les jeunes, seront tout à fait intégrés dans des systèmes alimentaires et auront accès au financement, aux assurances, au transport, à l'éducation, à la location de machines et à des systèmes de stockage.
- **Durables** : en minimisant les effets négatifs sur l'environnement, en conservant les ressources naturelles rares, en évitant la perte de biodiversité et en augmentant la résilience face aux impacts futurs.
- **Efficaces** : en produisant des quantités suffisantes d'aliments nutritifs et sains qui répondent aux besoins mondiaux, tout en minimisant les pertes et les déchets. » (WEF, 2018a, p.9)

<sup>16</sup> L'autre pilier est « L'amélioration des systèmes alimentaires mondiaux ».

# LA NOUVELLE VISION DE L'AGRICULTURE (NVA) SUITE

05

La figure 2 présente les principaux éléments, lignes d'action et influence de cette macro-initiative de système du FEM. De même, l'infographie présente un panorama général du système agroalimentaire imaginé par le FEM dans la transition vers un capitalisme 'vert', gouverné par un système regroupant plusieurs parties prenantes, et découlant de la « 4<sup>e</sup> révolution industrielle ».<sup>17</sup> Il n'est donc pas étonnant que l'infographie du FEM considère comme des éléments importants du futur système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles des aspects tels que la

biotechnologie, l'internet des objets, l'avenir du gouvernement, l'autonomisation des consommateurs, le commerce international et l'investissement étranger direct. L'infographie reprend aussi l'argument productiviste et néo-malthusien concernant le besoin de produire davantage pour alimenter une population mondiale croissante sans mettre en question l'utilisation et surtout la distribution et les possibilités d'accès aux aliments disponibles.

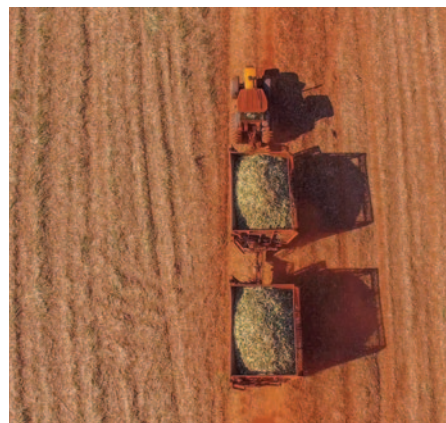


A gauche : Tracteur pulvérisant des champs de soja.

© Fotokostic / Istock

Ci-dessous : Récolte de la canne à sucre, Brésil.

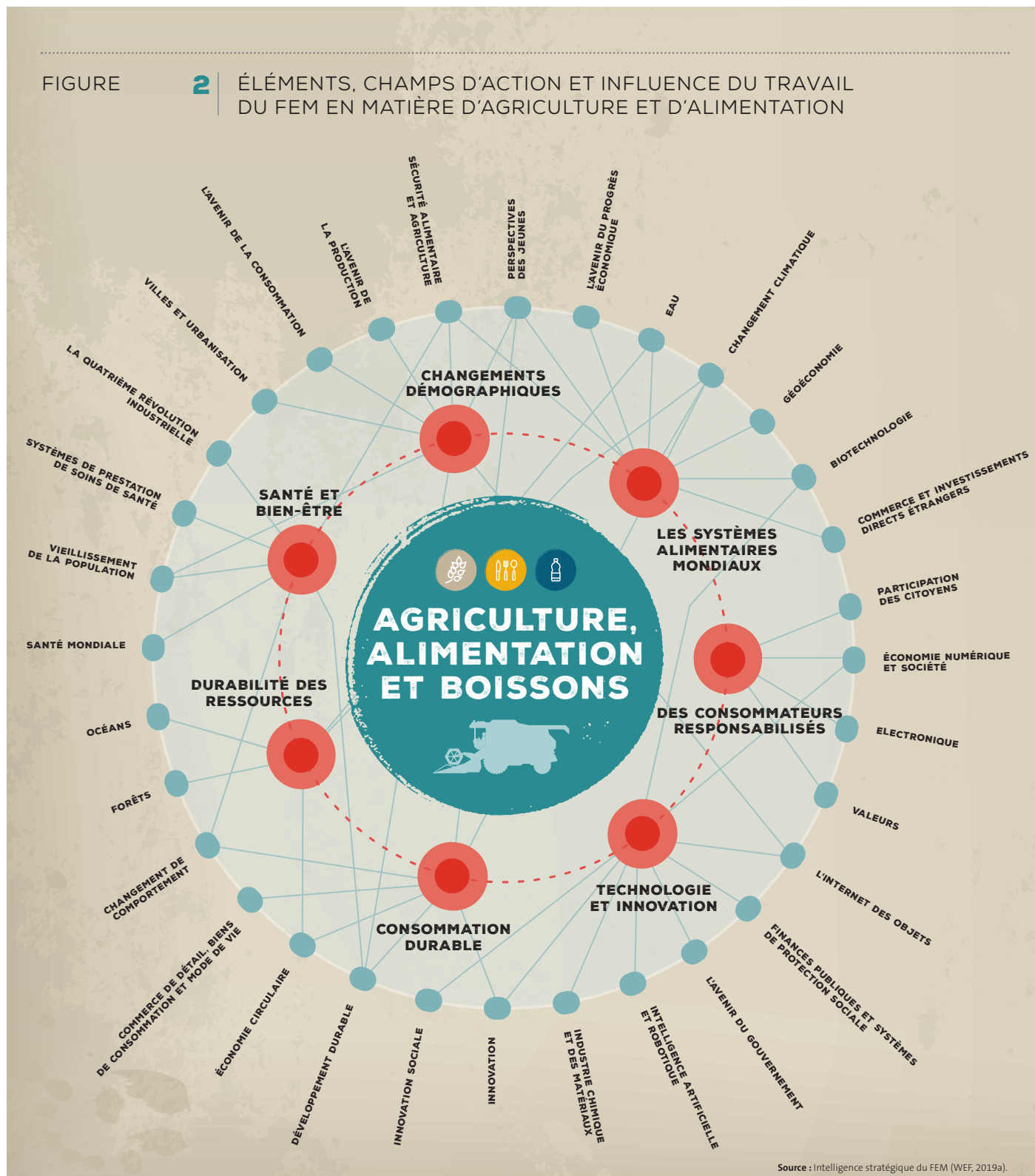
© Mailsonpignata / Shutterstock



<sup>17</sup> D'après le fondateur et président du FEM, « La première révolution industrielle a employé de l'eau et de la vapeur pour mécaniser la production. La deuxième s'est servie de l'électricité pour la production en série. La troisième a utilisé l'électronique et les technologies de l'information pour automatiser la production. À présent, une quatrième révolution met à profit la troisième : la révolution numérique qui a lieu depuis le milieu du siècle dernier. Elle se caractérise par une fusion de technologies qui est en train de brouiller les frontières entre les domaines physique, numérique et biologique. »



FIGURE 2 | ÉLÉMENTS, CHAMPS D'ACTION ET INFLUENCE DU TRAVAIL DU FEM EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET D'ALIMENTATION



Source : Intelligence stratégique du FEM (WEF, 2019a).

# LA NOUVELLE VISION DE L'AGRICULTURE (NVA) SUITE

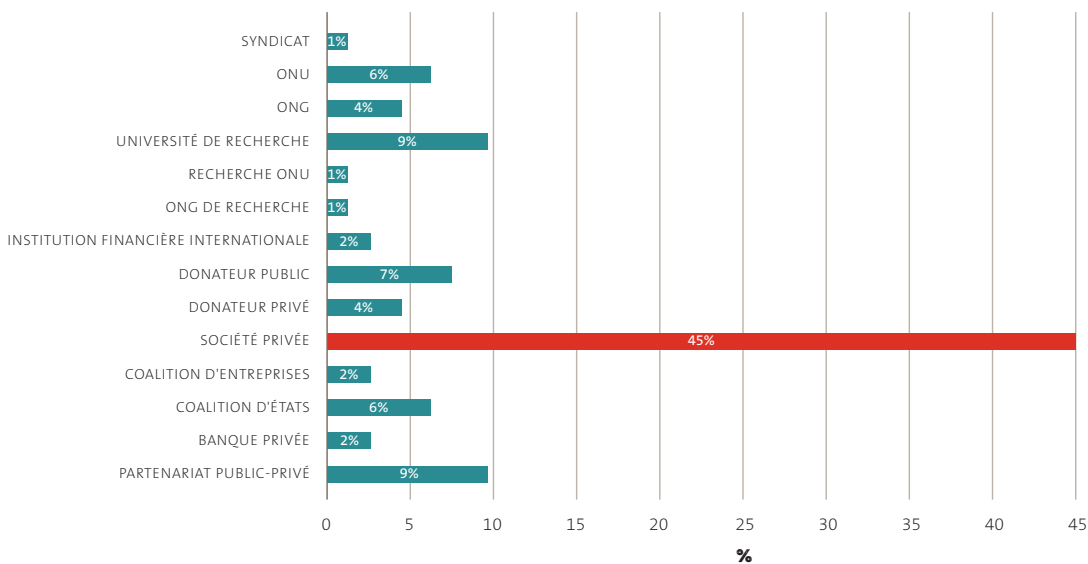
Dans le cadre de cette macro-initiative destinée à influencer sur l'avenir de la sécurité alimentaire et de l'agriculture le FEM a lancé en 2009 sa « Nouvelle vision pour l'agriculture » (NVA), afin de démontrer qu'une démarche regroupant plusieurs parties prenantes et fondée sur le marché peut apporter la sécurité alimentaire, la durabilité environnementale et des opportunités économiques (FEM, 2014, p. 1). Pour y parvenir, la NVA détermine ses 'objectifs 20/20/20' : accroître la production de 20 %, tout en réduisant les émissions de 20 % et la pauvreté en milieu rural de 20 % chaque année.

Sur les trois initiatives analysées, la NVA du FEM est la plus importante. En 2018, la NVA était présente dans 21 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, par l'intermédiaire de ses représentations régionales : i) Grow Afrique, ii) Grow Asie, iii) NVA Inde et iv) NVA Amérique latine.<sup>18</sup> La même année, la NVA comptait plus de 650 organisations aux plans mondial, régional et national (WEF, 2018b, p.1). Pour atteindre ses objectifs, la NVA propose une répartition claire des tâches entre les gouvernements, les entreprises et la société civile, alignée sur le nouveau système de

gouvernance mondiale prôné par le FEM : « Les gouvernements doivent déterminer la direction à suivre pour la transformation de leurs pays et créer l'environnement approprié pour y parvenir. Les entreprises sont les moteurs de la mise en œuvre, au moyen de l'innovation, l'investissement et la concurrence. La société civile mobilise et soutient les communautés, gère les risques, améliore les capacités locales et comble les lacunes laissées par le marché. » (WEF, 2010b, p.5).

La figure 3 montre que, malgré leur diversité apparente, 49 % des membres multinationaux de la NVA représentent les intérêts de la grande industrie agroalimentaire mondiale. Indépendamment de la participation d'organisations d'un autre type, « la NVA est dirigée par 17 sociétés transnationales puissantes du secteur agricole et alimentaire : Archer Daniels Midland, BASF, Bunge, Cargill, Coca-Cola, DuPont, General Mills, Kraft Foods, Metro, Monsanto, Nestlé, PepsiCo, SABMiller, Syngenta (ChemChina), Unilever, Wal-Mart et Yara International » (WEF, 2010b, p. 4). Ces mêmes sociétés transnationales contribuent considérablement aux crises mondiales de notre temps.

FIGURE 3 MEMBRES MULTINATIONAUX DE LA NVA, PAR TYPE D'ORGANISATION



SOURCE: ÉLABORÉ PAR L'AUTEUR À PARTIR DE LA BASE DE DONNÉES ORBIS ET DE FEM (2010B, 2013, 2017 ET 2018B).

<sup>18</sup> Une vision critique, fondée sur les activités de la NVA en Asie, en Afrique et en Amérique latine, se trouve dans le rapport de GRAIN (2017) *Cultivando desastres. Las principales compañías del mundo van por la cosecha*. <https://www.grain.org/es/article/5623-cultivando-desastres-las-principales-companias-del-mundo-van-por-la-cosecha>.

## L'« AGROÉCOLOGIE BIDON » DE LA NVA

La NVA choisit elle aussi une approche intéressée de l'intensification agricole avec une touche d'agroécologie pour « produire plus avec moins » (WEF, 2010b, p.7). À cette fin, la NVA part de l'idée qu'il ne suffit plus d'« accroître la production agricole dans les pays développés. Il est indispensable d'accroître la production dans les pays en développement pour répondre à la demande mondiale » (WEF 2010b, p. 10). D'autre part, la NVA considère aussi que le secteur privé jouera un rôle essentiel dans le système agroalimentaire futur, par « des compétences traditionnelles en matière de technologie, de financement et d'approvisionnement », ainsi que « des rôles plus proactifs comme l'extension privée, les groupements de petits exploitants (p.ex. autour d'une plantation mère, d'entrepôts), l'éducation en matière de nutrition et la coordination des diverses parties prenantes (WEF 2010b, p. 18).

« Au moment de diriger le processus de transformation, les entreprises peuvent profiter du pouvoir des marchés pour produire un impact de longue durée » (WEF, 2010b, p. 18). Cette confiance renouvelée dans les marchés et la vision résiduelle de l'appauvrissement sont précisément ce que révèlent les conférences sur « La femme dans l'agro-industrie » organisées par Grow Afrique dans le cadre de la NVA. Dans son discours d'ouverture de la 3<sup>e</sup> de ces conférences, organisée en Afrique du Sud en 2017, le PDG de la Nouvelle association pour le développement d'Afrique (NEPAD) de l'Union africaine a affirmé que « l'expansion de marchés accessibles est une condition essentielle pour faciliter la viabilité et donc le succès des entrepreneurs » (GrowAfrica, 2018).

La NVA attribue un rôle de premier plan au déterminisme technologique et compte sur les grandes entreprises alimentaires pour doter l'intensification agricole de tout le pouvoir des nouvelles technologies de la 4<sup>e</sup> révolution industrielle (WEF 2018a, p. 8). Elle met l'accent sur les cinq technologies suivantes :

**« i) l'agriculture de précision pour optimiser la consommation d'eau et d'intrants agricoles ; ii) les nouveaux développements en matière d'édition génomique des semences (par ex. la technologie CRISPR) ; iii) les technologies du microbiome pour augmenter la résilience des cultures ; iv) la génération et le stockage autonome d'énergie renouvelable pour disposer d'électricité ; v) la protection biologique des cultures et des micronutriments biologiques pour l'aménagement des sols » (WEF, 2018a, p. 11)**

Pourtant, tout comme la SAI et la FOLU, la NVA introduit aussi des considérations, des techniques et des technologies agroécologiques dans son système d'intensification agricole. Elles sont décrites comme des « pratiques régénératives » qui permettent de « fixer le carbone dans le sol et l'y maintenir », telles que l'emploi de plantes de couverture, le non-labourage, la rotation des cultures, la réduction de l'emploi de produits chimiques et l'introduction de bétail » (Perry, 2019). La NVA signale même que « les additifs et les micronutriments biologiques pourraient contribuer à réduire et même à éviter l'emploi de produits chimiques, tout en améliorant la qualité du sol » (WEF, 2018a, p.10). D'ailleurs, la NVA énumère une série de défis et de problèmes que les nouvelles technologies de la 4<sup>e</sup> révolution industrielle pourraient poser à l'intensification agricole, car ces technologies « soulèvent des inquiétudes concernant la santé et la sécurité, l'environnement, la vie privée et l'éthique. Elles peuvent avoir des conséquences involontaires, qui doivent être considérées et examinées à l'avance. En outre leurs effets positifs pourraient être répartis de manière inégale et creuser le fossé entre les riches et les pauvres » (WEF, 2018a, p. 8). Pour éviter ces problèmes et maximiser les effets positifs des nouvelles technologies il faudra « des efforts délibérés et coordonnés de la part des investisseurs, des innovateurs et des décideurs » (*Ibid.*).

Finalement, la NVA, et le Forum économique mondial de manière plus générale, considèrent comme très important le rôle des nouvelles générations pour ce qui est de l'adoption de nouvelles technologies d'intensification agricole. Afin de promouvoir la participation active de la jeunesse à la NVA et à d'autres de ses initiatives, le FEM compte un 'Forum de jeunes leaders mondiaux'.<sup>19</sup> Un de ses membres, cofondateur de la *blockchain startup* Perlin, résume de manière succincte mais claire la perspective politique d'intégration du Forum. D'après ce jeune leader, « les jeunes d'aujourd'hui veulent plus que du simple activisme, ils veulent la participation. Ils sont capables de participer [...] au développement de cette *blockchain*, en faisant pression ou du lobbying pour obtenir davantage d'information, je pense que cela permet aux jeunes de faire quelque chose qui va au-delà d'une simple grève » (in Pomeroy, 2019).



Champs de soja près de Mariscal Estigarribia, Boqueron, zone du Chaco sec, Paraguay.  
© Amis de la Terre Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord

19 <https://www.younggloballeaders.org/>



Ferme verticale couverte produisant des vaccins végétaux.  
© Yein Jeon / Shutterstock

## IDENTITÉ, OBJECTIFS ET TYPES DE MEMBRES DE LA FOLU

La FOLU aussi est liée en quelque sorte au Forum économique mondial (FEM). En effet, elle découle des activités de la Commission du commerce et du développement durable (BSDC, *Business & Sustainable Development Commission*), instituée en 2016 lors de la conférence annuelle du FEM à Davos. Entre 2016 et 2018 la BSDC publie une série de rapports qui jettent les bases d'autres initiatives sectorielles et de plus longue durée, comme la 'Coalition pour un nouveau système d'alimentation et d'utilisation des sols' (FOLU).

Le rapport vedette de la BSDC est sans doute celui qui s'intitule « De meilleures entreprises, un monde meilleur », publié en 2017 et consacré aux opportunités d'affaires qu'offre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. En ce qui concerne le secteur agricole, alimentaire et des ressources naturelles, le rapport dit que « les 14 opportunités principales d'ici 2030 pour les entreprises qui mettent en place des modèles d'affaires pour relever les défis futurs de l'alimentation et de l'agriculture ont une valeur potentielle estimée à 2 300 milliards de dollars [et le potentiel de] créer 71 millions d'emplois » (BSDC, 2017, p. 30 et 41).<sup>20</sup> En outre, la BSDC dit sans ambages que « pour profiter au maximum de ces opportunités, les entreprises doivent se tourner vers la durabilité

environnementale et sociale avec autant d'ardeur que vers la création de valeur de marché pour leurs actionnaires. Si un nombre suffisant d'entreprises se joignent à nous, nous deviendrions une force imparable » (BSDC, 2017, p. 14). Et pour accomplir cette tâche, la BSDC considère que ce sont les femmes qui doivent mener le jeu. En effet, il y a des preuves que les entreprises qui ont plus de femmes à des postes de direction sont mieux à même de modifier l'approche de l'entreprise pour passer de la maximisation des profits à court terme à la réalisation d'objectifs de croissance à plus long terme ; [en outre, ces entreprises] offrent souvent de meilleures conditions de travail à leurs employés, et peuvent protéger leurs 'permis d'opérer' en essayant d'aider les communautés vulnérables d'un bout à l'autre de leur chaîne d'approvisionnement » (BSDC, 2018, p. 10 et 11).

La FOLU apparaît donc comme une initiative mondiale regroupant plusieurs parties prenantes dans le but de profiter des opportunités d'affaires qu'offrirait la transition vers un système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles plus écologique. Cette identité reflète la vision de la FOLU : avancer vers des systèmes

<sup>20</sup> Rappelons cependant que la BSDC ne dit pas à qui profitera cette richesse, ni combien d'emplois, y compris parmi ceux dénommés 'verts', risquent d'être sacrifiés dans une transition écologique au service de l'industrie.

alimentaires et d'utilisation des terres qui créent de la valeur économique et qui, en même temps :

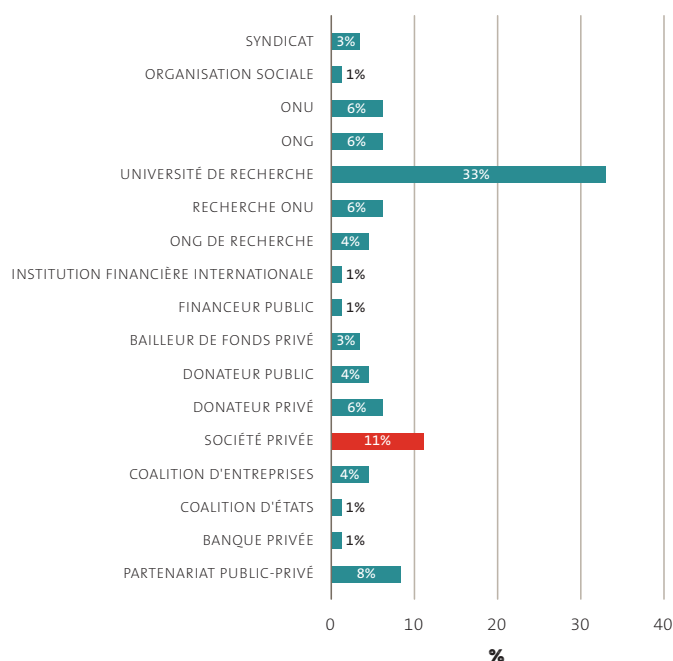
- protègent et restaurent les ressources naturelles et les écosystèmes de grande valeur,
- au lieu d'être responsables d'un quart des émissions de gaz à effet de serre, elles piègent plus de GES qu'elles n'en émettent,
- trouvent un moyen de nourrir plus de neuf milliards de personnes à l'horizon 2050 qui soit plus sain et qui produise moins de déchets,
- offrent aux agriculteurs et à leurs familles un mode de vie plus prospère et résistant, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres (FOLU, 2019a).

Pour réaliser cette vision idyllique, la FOLU a convoqué en 2018 le Consortium sur l'alimentation, l'agriculture, la biodiversité, la terre et l'énergie (Consortium FABLE d'après l'anglais). Le FABLE est lui aussi une initiative secondaire regroupant plusieurs parties prenantes, dont le but est « d'aider les pays à rendre durables leurs systèmes agroalimentaires et d'utilisation des ressources naturelles » et à « atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le changement climatique » (FABLE ; 2019, p. 14 et 11). En août 2019, le FABLE avait déjà des équipes dans 18 pays.<sup>21</sup>

Parmi les principaux membres de la FOLU figurent, encore une fois, des acteurs clés de l'actuel système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles : l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), la fondation EAT, l'Alliance mondiale pour une meilleure nutrition (GAIN), l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués (IIASA), le Réseau des solutions pour le développement durable de l'ONU (UN-SDSN), le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD), et le *World Resources Institute* (WRI). Ses principaux bailleurs de fonds sont la Fondation MAVA pour la nature, la Fondation Gordon & Betty Moore, Unilever, le gouvernement de Norvège et Yara International. En plus, la FOLU possède un large réseau mondial d'ambassadeurs auquel participent des représentants de sociétés transnationales, d'universités, d'organisations intergouvernementales et de la société civile (FOLU, 2019b). De son côté, le FABLE est coordonné par l'IIASA, l'UN-SDSN et la fondation EAT.

Sur les trois initiatives analysées, la FOLU est celle où les sociétés transnationales sont le moins représentées, mais leur influence n'en est pas moins grande. La figure 4 ci-dessous montre que 43 % des membres multinationaux de la FOLU sont des institutions de recherche. Cependant, nous avons vu que la FOLU a été créée par une commission du Forum économique mondial, la BSDC, dirigée par des sociétés transnationales, et qu'en plus le PDG d'Unilever est le président de son conseil de direction (FOLU, 2018).

FIGURE 4 MEMBRES MULTINATIONAUX DE LA FOLU, PAR TYPE D'ORGANISATION



SOURCE : ÉLABORÉ PAR L'AUTEUR À PARTIR DE LA BASE DE DONNÉES ORBIS ET DE FOLU (2019B).

#### L'« AGROÉCOLOGIE BIDON » DE LA FOLU

Le futur système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles que prévoit la FOLU s'appuie sur trois piliers : i) des systèmes agricoles efficaces et résilients ; ii) la conservation et la restauration de la biodiversité ; iii) la sécurité alimentaire et des régimes alimentaires sains (Schmidt-Traub, Obersteiner et Mosnier, 2019, p. 182). La clé pour construire le premier pilier est l'augmentation de la productivité agricole (*ibid.*) au moyen de « l'intensification durable du secteur par l'adoption d'éléments agroécologiques et un meilleur fonctionnement des marchés agricoles » (TWI2050, 2018, p. 31, c'est nous qui soulignons).

Nous voyons donc que, tout comme la NVA et la SAI, la FOLU attribue dans une large mesure la pauvreté rurale à la faible productivité des exploitants à petite échelle, à leur accès limité au marché et à leur forte vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes (FABLE, 2019, p. 22). Mais, à la différence des autres initiatives où les grandes entreprises privées mènent le jeu, la FOLU met en question le dogme de l'insertion des petits agriculteurs dans les chaînes de production agricole mondiales en tant que stratégie pour lutter contre la pauvreté. Cependant, cette 'panacée' contre la pauvreté n'est pas rejetée : la FOLU appelle plutôt à réfléchir et à apprendre

21 Argentine, Australie, Afrique du Sud, Brésil, Canada, Chine, Colombie, États-Unis, Éthiopie, Finlande, Inde, Indonésie, Malaisie, Mexique, Russie, Rwanda, Royaume-Uni et Union européenne (FABLE 2019, p. 11).

# LA COALITION POUR L'ALIMENTATION ET L'UTILISATION DES SOLS (FOLU) SUITE

'les meilleures pratiques' en matière de chaînes de production, et donne l'exemple du travail d'Unilever et Olam (*Ibid.*). En fait, la FOLU prend une position salomonienne et dit que, « en fonction des chaînes de valeur et des géographies considérées, la transformation du secteur agricole sera basée sur de petites exploitations, sur des exploitations plus larges ou sur les deux, et nécessitera des types d'investissement différents » (FABLE, 2019, p.23). En Colombie par exemple, la FOLU dit que les prochaines étapes consisteraient à « repérer les enchaînements productifs susceptibles de changer les choses pour les différentes régions colombiennes. De même, il faudra repérer les mesures innovantes, prises par les entreprises petites, moyennes et grandes, qui puissent être développées, et constituer des réseaux de collaboration publics-privés dans les régions » (FOLU-Colombia, 2018, p. 105).

D'autre part, la FOLU pêche d'un fort 'déterminisme technologique' et met l'accent sur les nouvelles technologies et méthodes d'intensification agricole durable qu'offre la 4e révolution industrielle, ou « révolution numérique » comme elle préfère l'appeler (TWI2050, 2019). Afin de « produire davantage sur moins de terre », la FOLU estime nécessaire de recourir à « des améliorations génétiques des plantes et des animaux, qui augmentent la productivité » (Schmidt-Traub, Obersteiner et Mosnier, 2019, p. 182). En matière de modification génétique, la FOLU adopte une position assez prudente mais clairement favorable. Tandis que d'une part elle reconnaît que la question a fait l'objet d'un débat compliqué ces dernières décennies (TWI2050, 2019, p. 60), d'autre part elle affirme qu'il est « difficile d'imaginer un scénario futur où les cultures génétiquement modifiées ne feraient pas partie de la solution » (*Ibid.*). Ainsi, la FOLU recommande de concevoir « des solutions techno-bio-socioculturelles absolument nouvelles, tout en précisant qu'il est « nécessaire de garantir l'acceptation sociale de ces solutions pour réussir à les mettre en œuvre » (TWI2050, 2019, p. 60, c'est nous qui soulignons).

Comme on pouvait s'y attendre, la FOLU exhorte à généraliser les nouvelles pratiques agricoles les plus efficaces et qui minimisent l'impact environnemental (Schmidt-Traub, Obersteiner and Mosnier, 2019). Concrètement, elle parle de « l'agriculture de précision [...], l'arrosage goutte à goutte, et la gestion intégrée des ravageurs. La robotique, les réseaux de capteurs et l'intelligence artificielle peuvent contribuer à augmenter les revenus des agriculteurs grâce à l'articulation des marchés, à l'optimisation de l'emploi des intrants et à la diminution des pertes et des déchets » (Schmidt-Traub, Obersteiner and Mosnier, 2019). En plus, pour la FOLU « les machines agricoles autonomes équipées de systèmes GPS peuvent fonctionner 24/7, ce qui diminue le besoin de main-d'œuvre et minimise le coût des semences et des récoltes » (TWI2050, p. 2019). D'autre part, la FOLU inclut dans son menu de solutions pour l'intensification durable des techniques et des technologies propres à l'agroécologie. La FOLU admet que « l'agriculture de précision ne met pas en question l'utilisation d'herbicides et de pesticides », et recommande l'emploi de « diverses techniques de production fondées sur la biodiversité, comme l'agrosylviculture, la sylviculture, l'agriculture diversifiée et la gestion forestière fondée sur l'écosystème » (TWI2050, 2019, p.

59). Pour ce faire, elle propose de faire appel « aux entreprises de plus en plus nombreuses qui mènent des recherches de pointe sur les intrants biologiques destinés à augmenter la productivité sans effets nuisibles sur l'environnement ou la santé » (FOLU 2019 c).

Le travail de la FOLU en Amérique latine offre un bon exemple de cette proposition d'emploi sélectif des techniques agroécologiques dans le cadre de l'intensification agricole durable. En Argentine, la plateforme FOLU considère la possibilité d'examiner « le potentiel de l'Argentine pour passer de la production de matières premières à celle de produits agricoles de grande valeur [...] et la promotion de méthodes agricoles favorables à l'environnement, comme l'agroécologie » [...] (FABLE, 2019, p. 83). Quant à la Colombie, vu « le faible nombre de producteurs dont les bonnes pratiques agricoles ont été certifiées » (par le système GlobalG.A.P.), « la collaboration avec des entreprises qui prennent au sérieux la question de la durabilité offre une possibilité importante pour le changement. Par exemple, la société productrice d'engrais Yara fournit des services d'extension aux agriculteurs qui appliquent des méthodes durables » (FOLU, 2019c). En Colombie, la FOLU considère comme des acteurs clés de son initiative « les groupes agroécologiques issus des régions, les Entreprises B qui se servent du pouvoir du marché pour créer des avantages écologiques et sociaux, les réseaux d'habitants qui protègent les semences et mettent en place des systèmes pour rapprocher la campagne des villes, et tous les paysans et communautés ethniques qui adhèrent aux initiatives pour la protection des forêts et des écosystèmes » (FOLU-Colombia, 2018, p. 105). Parmi d'autres activités, la FOLU entend renforcer les capacités des producteurs agricoles colombiens :

- « Pour adapter les agriculteurs au changement climatique, [ce qui] contribuera à les rendre moins vulnérables à ce phénomène et à promouvoir la diffusion de systèmes agroécologiques durables et résilients (*Ibid.* 2018, p. 32).
- « Pour favoriser les systèmes productifs biologiques et agroécologiques qui produisent des aliments sans pesticides, mercure ou autres substances toxiques » (*Ibid.* 2018, p.48).
- Pour promouvoir « l'inclusion des femmes dans des activités productives auxquelles elles n'ont jamais participé, en montrant les avantages et les rôles qu'elles pourraient jouer pour assurer une production durable et diversifiée » (*Ibid.* 2018, p.50).
- Pour promouvoir « des méthodes de production biologiques et agroécologiques, afin d'accroître l'offre de ce type de produits face à la demande mondiale croissante » (*Ibid.* 2018, p. 50).
- « Pour créer des paquets technologiques qui [allient] la science moderne aux connaissances traditionnelles [afin de] générer un hybride capable d'aboutir à une nouvelle économie innovante qui contribue à la consolidation de territoires productifs durables » (*Ibid.* 2018, p. 70).

# DIS-MOI QUI TU HANTES... ANALYSE COMPARATIVE DES MEMBRES MULTINATIONAUX

DE LA SAI, LA  
NVA ET LA FOLU

# 07



Champ labouré prêt à être  
ensemencé, Royaume-Uni.  
© Kelvinjay / Istock

La table et la figure 5 ci-dessous montrent le réseau des membres à caractère multinational que comptent la SAI, la NVA et la FOLU, ainsi que les rapports entre eux.

**TABLE 1** LISTE DES MEMBRES À CARACTÈRE MULTINATIONAL  
DES INITIATIVES NVA, FOLU ET SAI

TYPE D'ORGANISME	ORGANISME	ACRONYME	NVA	FOLU	SAI
APP	Forum économique mondial	FEM	•	•	
APP	Fondation EAT	EAT	•	•	
APP	The Sustainability Consortium	TSC			•
APP	Union internationale pour la conservation de la nature	IUCN	•	•	
APP	The Sustainable Trade Initiative	IDH			•
APP	Alliance pour une révolution verte en Afrique	AGRA	•	•	
APP	Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network	FANRPAN	•		
APP	Global Alliance for Improved Nutrition	GAIN		•	
APP	Cool Farm Alliance	CFA			•
APP	GROWAFRICA	GROWAFRICA	•		
APP	Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique	NAFSN	•		
APP	GROWASIA	GROWASIA	•		
Coalition d'États	Groupe des 7	G7	•		
Coalition d'États	Groupe des 20	G20	•		
Coalition d'États	Association des nations du sud-est asiatique	ASEAN	•		
Coalition d'États	Union africaine	AU-NEPAD	•	•	

# DIS-MOI QUI TU HANTES...

## ANALYSE COMPARATIVE DES MEMBRES MULTINATIONAUX

DE LA SAI, LA NVA ET LA FOLU

07

SUITE

TABLE 1 LISTE DES MEMBRES À CARACTÈRE MULTINATIONAL DES INITIATIVES NVA, FOLU ET SAI SUITE

TYPE D'ORGANISME	ORGANISME	ACRONYME	NVA	FOLU	SAI
Coalition d'États	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	ECOWAS	•		
ONU	Réseau de solutions pour le développement durable de l'ONU	UNSDSN		•	
ONU	Convention sur la diversité biologique	CBD		•	
ONU	International Trade Centre (ITC)	ITC			•
ONU	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	FAO	•	•	
ONU	Organisation mondiale de la santé	OMS	•		
ONU	Scaling Up Nutrition Movement	SUN	•	•	
ONU	Programme alimentaire mondial	PMA	•		
ONU	Fonds international de développement agricole	FIDA	•		
Bailleur de fonds public	Agence norvégienne de coopération au développement	Noruega		•	
Bailleur de fonds public	Agence des États-Unis pour le développement international	EE.UU.	•		
Bailleur de fonds public	Gouvernement des Pays-Bas	Países Bajos	•		
Bailleur de fonds public	Centre de recherches pour le développement international et Affaires mondiales Canada	Canadá	•		
Bailleur de fonds public	Direction du développement et de la coopération (Suisse)	Suiza	•		
Bailleur de fonds public	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (Australie)	Australia	•		
SFI	Banque mondiale et Société financière internationale de la BM	Banco Mundial	•	•	
SFI	Banque africaine de développement	AfDV	•		
Financier public	Fonds pour l'environnement mondial	FMAM		•	
Bailleur de fonds privé	MAVA Fondation pour la Nature	MAVA Fondation		•	
Bailleur de fonds privé	Gordon and Betty Moore Foundation	G&B Moore Foundation		•	
Bailleur de fonds privé	Rockefeller Foundation	Rockefeller	•		
Bailleur de fonds privé	Bill & Melinda Gates Foundation	Gates Foundation	•		
Bailleur de fonds privé	Wellcome Trust	Wellcome	•		
Financier privé	SYSTEMIQ	SYSTEMIQ		•	
Financier privé	Aavishkaar Venture Management Services (India)	Aavishkaar		•	
Banque privée	Rabobank	Rabobank	•	•	
Banque privée	J. Safra Group	Safra	•		
Recherche PPP	Malabo Montpellier Panel	Mamo Panel	•	•	
Recherche ONU	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires	IFPRI		•	
Recherche ONU	Centre mondial de l'agroforesterie	ICRAF		•	
Recherche ONU	Centre international d'agriculture tropicale	CIAT	•		
Recherche ONU	Bioversity International	BI		•	
Recherche ONU	Groupe international d'experts sur les ressources	IRP-UNEP		•	
Université de recherche	Natural Resources Institute University of Greenwich	NRIUG		•	
Université de recherche	Université Gadjah Mada, Indonésie	UoGM		•	
Université de recherche	Université d'Addis-Abeba, Éthiopie	AAU		•	
Université de recherche	Université d'Indonésie	Uoi		•	
Université de recherche	Johns Hopkins University	JHU		•	
Université de recherche	Oxford University	OU		•	
Université de recherche	Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France	Agreenium		•	
Université de recherche	Harvard Kennedy School of Government	Harvard	•		
Université de recherche	University of Leeds	Leeds Uni	•		
Université de recherche	Tufts University	Tufts	•		
Université de recherche	Massachusetts Institute of Technology	MIT	•		
Université de recherche	Université d'agriculture de Nanjing	Nanjing Ag Uni	•		
Université de recherche	University of Notre Dame	Notre Dame Uni	•		



TABLE 1 LISTE DES MEMBRES À CARACTÈRE MULTINATIONAL  
DES INITIATIVES NVA, FOLU ET SAI SUITE

TYPE D'ORGANISME	ORGANISME	ACRONYME	NVA	FOLU	SAI
Université de recherche	City, University London	City Uni London	•		
ONG de recherche	International Institute for Applied Systems Analysis	IIASA		•	
ONG de recherche	World Resources Institute	WRI	•	•	
ONG de recherche	Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural	Rimisp		•	
Syndicat	Southern African Confederation of Agricultural Unions	SACAU	•	•	
Syndicat	Confédération syndicale internationale	CSI/ITUC		•	
Organisation sociale	Bharat Krishak Samaj (India Farmers' Forum)	BKS		•	
ONG	Fonds mondial pour la nature	WWF	•	•	•
ONG	The Nature Conservancy	TNC	•		
ONG	Mercy Corps	Mercy Corps	•		
ONG	Climate Smart Agriculture Youth Network	CSAYN		•	
ONG	LEAP Africa	LEAP		•	
ONG	Wildlife Conservation Society	WCS		•	
Coalition d'entreprises	Conseil mondial des affaires pour le développement durable	WBCSD	•	•	•
Coalition d'entreprises	Commission du commerce et du développement durable	BSDC	•	•	
Coalition d'entreprises	Sustainable Food Lab	SFLab			•
Coalition d'entreprises	AIM-PROGRESS	AIM-PROGRESS			•
Coalition d'entreprises	Dairy Sustainability Framework	DSF			•
Coalition d'entreprises	From Field to Market	Field to Market			•
Coalition d'entreprises	Association européenne de l'industrie des jus de fruits et nectars	AIJN			•
Coalition d'entreprises	Private Council for Competitiveness (USA)	Cfc		•	
Multinationale privée	Unilever	Unilever	•	•	•
Multinationale privée	Yara International	YARA	•	•	
Multinationale privée	UPL Limited	UPL		•	
Multinationale privée	Protix BV	Protix	•		
Multinationale privée	Royal DSM NV	DSM	•	•	
Multinationale privée	Cargill	Cargill	•	•	•
Multinationale privée	Gro Intelligence	Gro-I		•	
Multinationale privée	Olam International	Olam		•	
Multinationale privée	Adani Group	Adani	•		
Multinationale privée	Al Dahra Holding	Al Dahra Holding	•		
Multinationale privée	Anheuser-Busch InBev NV	Anheuser-Busch	•		
Multinationale privée	BASF SE	BASF	•		
Multinationale privée	Bayer Monsanto	Bayer Monsanto	•		
Multinationale privée	Bunge	Bunge	•		•
Multinationale privée	Dow DuPont	Dow DuPont	•		•
Multinationale privée	Deloitte	Deloitte	•		
Multinationale privée	Evonik Industries AG	Evonik	•		
Multinationale privée	Fomento Económico Mexicano, S.A.B. de C.V. y Coca-Cola	Coca-Cola FEMSA	•		•
Multinationale privée	Heineken	Heineken	•		•
Multinationale privée	Hewlett Packard	HP	•		
Multinationale privée	Kirin Holding Company	Kirin	•		
Multinationale privée	Jerónimo Martins	JM	•		
Multinationale privée	Kuwaiti Danish Dairy Corporation	KDDC	•		
Multinationale privée	Louis Dreyfus Commodities	Louis Dreyfus	•		•
Multinationale privée	Lulu Group International	Lulu Group	•		

# DIS-MOI QUI TU HANTES... ANALYSE COMPARATIVE DES MEMBRES MULTINATIONAUX

DE LA SAI, LA  
NVA ET LA FOLU

07

SUITE

TABLE 1 LISTE DES MEMBRES À CARACTÈRE MULTINATIONAL  
DES INITIATIVES NVA, FOLU ET SAI SUITE

TYPE D'ORGANISME	ORGANISME	ACRONYME	NVA	FOLU	SAI
Multinationale privée	McKinsey & Company	McKinsey	•		
Multinationale privée	Nestlé	Nestlé	•	•	•
Multinationale privée	PepsiCo	PepsiCo	•		•
Multinationale privée	PJSC PhosAgroRusia	PhosAgro	•		
Multinationale privée	Reitan Group	Reitan	•		
Multinationale privée	SICPA Holding	SICPA	•		
Multinationale privée	Sinar Mas Agribusiness & Food	Sinar Mas	•		
Multinationale privée	Syngenta ChemChina	Syngenta ChemChina	•		
Multinationale privée	UPL Limited	UPL	•		
Multinationale privée	Swiss Reinsurance Company	Swiss Re	•		
Multinationale privée	Visy Industries Pty Ltd.	Visy Industries	•		
Multinationale privée	Walmart	Walmart	•		
Multinationale privée	Wesfarmers Limited	Wesfarmers	•		
Multinationale privée	Wilmar International	Wilmar	•		
Multinationale privée	DeLaval	DeLaval			•
Multinationale privée	Lely	Lely			•
Multinationale privée	NETAFIM irrigation	NETAFIM			•
Multinationale privée	Friesland Campina	Campina			•
Multinationale privée	Royal Agrifirm Group	Agrifirm			•
Multinationale privée	Royal Cosun	Cosun			•
Multinationale privée	Fonterra	Fonterra			•
Multinationale privée	Arla	Arla			•
Multinationale privée	AB Sugar	AB Sugar			•
Multinationale privée	Archer Daniels Midland	ADM			•
Multinationale privée	Agrarfrost	Agrarfrost			•
Multinationale privée	AGRANA	AGRANA			•
Multinationale privée	AGROTERRA	AGROTERRA			•
Multinationale privée	Algoma Orchards Ltd.	Algoma			•
Multinationale privée	ANDRIANI	ANDRIANI			•
Multinationale privée	Barilla	Barilla			•
Multinationale privée	Barry Callebaut	Barry Callebaut			•
Multinationale privée	Biological Sources & Services	BIOS&S			•
Multinationale privée	Boortmalt	Boortmalt			•
Multinationale privée	C. Thywissen	Thywissen			•
Multinationale privée	CARBERY	CARBERY			•
Multinationale privée	Citrosuco	Citrosuco			•
Multinationale privée	Ebro	Ebro			•
Multinationale privée	Cristalco	Cristalco			•
Multinationale privée	CROP's	CROP's			•
Multinationale privée	Danone	Danone			•
Multinationale privée	DIAGEO	DIAGEO			•
Multinationale privée	Döhler	Döhler			•
Multinationale privée	European Rice Company	EURICOM			•
Multinationale privée	Ferrero	Ferrero			•
Multinationale privée	Firmenich	Firmenich			•
Multinationale privée	Givaudan	Givaudan			•

TABLE 1 LISTE DES MEMBRES À CARACTÈRE MULTINATIONAL  
DES INITIATIVES NVA, FOLU ET SAI SUITE

TYPE D'ORGANISME	ORGANISME	ACRONYME	NVA	FOLU	SAI
Multinationale privée	Glanbia	Glanbia			•
Multinationale privée	Grünewald International	Grünewald			•
Multinationale privée	Barth-Haas Group	HAAS			•
Multinationale privée	Holland Malt	Holland Malt			•
Multinationale privée	Hopsteiner	Hopsteiner			•
Multinationale privée	Intersnack	Intersnack			•
Multinationale privée	Kalsec	Kalsec			•
Multinationale privée	Kellogg's	Kellogg's			•
Multinationale privée	KERRY	KERRY			•
Multinationale privée	Lamb Weston	Lamb Weston			•
Multinationale privée	MARS	MARS			•
Multinationale privée	McKain	McKain			•
Multinationale privée	McCormick	McCormick			•
Multinationale privée	McDonald's	McDonald's			•
Multinationale privée	Moy Park	Moy Park			•
Multinationale privée	Muntons	Muntons			•
Multinationale privée	Nomad Foods	Nomad			•
Multinationale privée	Nordzucker	Nordzucker			•
Multinationale privée	Orkla	Orkla			•
Multinationale privée	RB	RB			•
Multinationale privée	Riso Gallo	Gallo			•
Multinationale privée	SPSpA	SPSpA			•
Multinationale privée	Südzucker	Südzucker			•
Multinationale privée	Fomento Económico Mexicano, S.A.B. de C.V. y Coca-Cola	Surexport			•
Multinationale privée	Symrise	Symrise			•
Multinationale privée	Wernsing	Wernsing			•
Multinationale privée	Yakima Chief	Yakima Chief			•
Multinationale privée	ABP Food Group	ABP			•
Multinationale privée	Agroalimentare Sud	Agroalimentare Sud			•
Multinationale privée	Consorzio Interregionale Ortofrutticoli	CIO			•
Multinationale privée	Dawn Meats	Dawn Meats			•
Multinationale privée	Inalca-Cremonini Group	Inalca			•
Multinationale privée	Farm Frites	Farm Frites			•
Multinationale privée	Ingredion	Ingredion			•
Multinationale privée	Kepak	Kepak			•
Multinationale privée	OSI	OSI			•
Multinationale privée	Vion Food Group	Vion			•
Multinationale privée	Ahold Delhaize	Ahold Delhaize			•
Multinationale privée	Marks & Spencer	M&S			•
Multinationale privée	Migros	Migros			•
Multinationale privée	Starbucks	Starbucks			•
Multinationale privée	TESCO	TESCO			•
Multinationale privée	ROQUETTE	ROQUETTE			•
Multinationale privée	Sucden	Sucden			•
Multinationale privée	Indofood Indonesia	Indofood	•		
Multinationale privée	GlobalG.A.P.	GLOBALG.A.P.			•

SOURCE : ÉLABORÉ PAR L'AUTEUR À PARTIR DE LA BASE DE DONNÉES ORBIS ET DE FOLU (207, 1029B) FOLU-COLOMBIA (2018), SAI (2019E, 2019G) ET FEM (2010B, 2013, 2017, 2018B).

# DIS-MOI QUI TU HANTES... ANALYSE COMPARATIVE DES MEMBRES MULTINATIONAUX

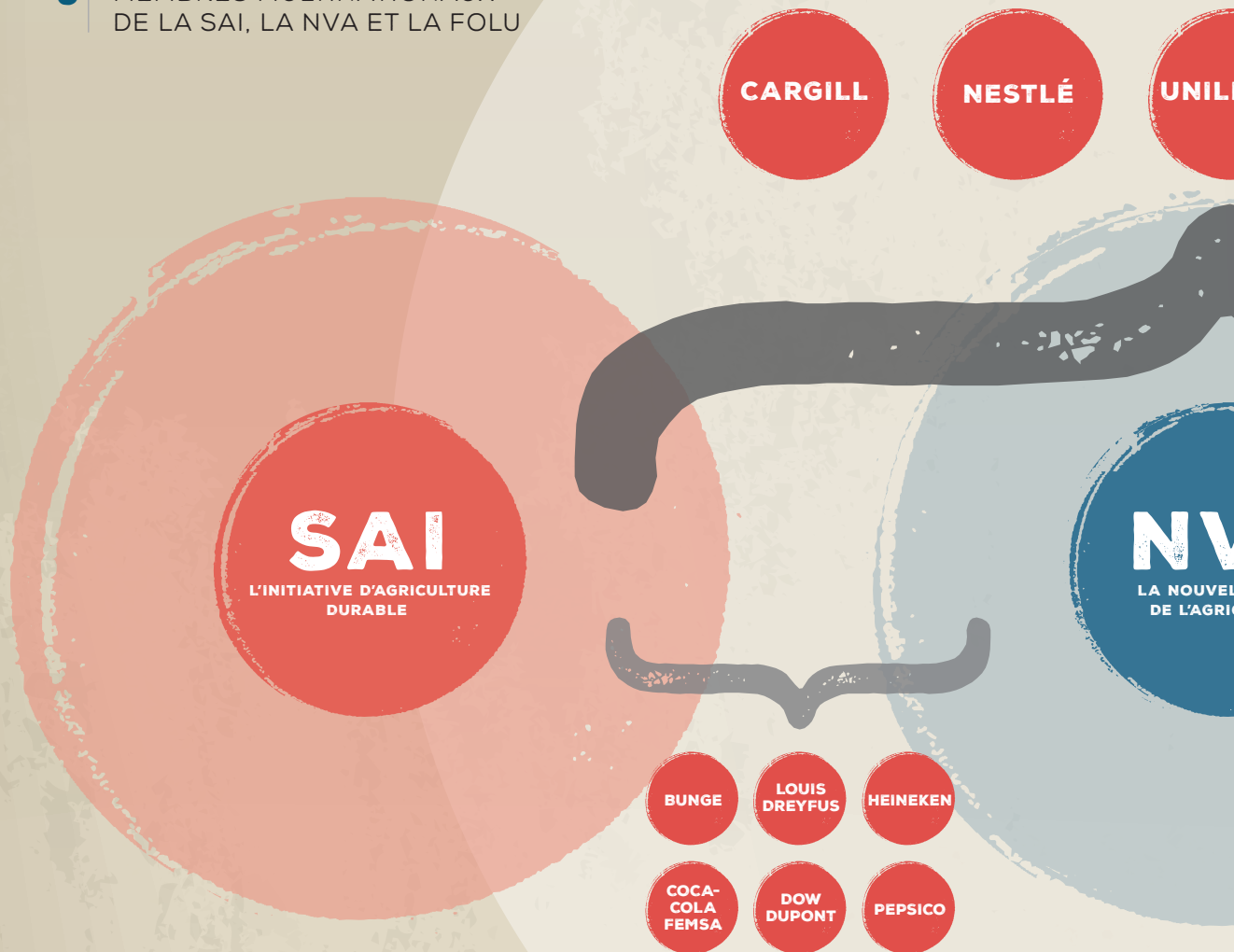
DE LA SAI, LA  
NVA ET LA FOLU

07

SUITE

FIGURE

5 MEMBRES MULTINATIONAUX  
DE LA SAI, LA NVA ET LA FOLU



**SAI** / SFLAB / AIM-PROGRESS / DSF / FIELD TO MARKET / AIJN / DELAVAL / LELY / NETAFIM / CAMPINA / AGRIFIRM / COSUN / FONTERRA / ARLA / AB SUGAR / ADM / AGRARFROST / AGRANA / AGROTERRA / ALGOMA / ANDRIANI / BARILLA / BARRY CALLEBAUT / BIOS&S / BOORTMALT / THYWISSSEN / CARBERY / CITROSUCO / EBRO / CRISTALCO / CROP'S / DANONE / DIAGEO / DÖHLER / EURICOM / FERRERO / FIRMENICH / GIVAUDAN / GLANBIA / GRÜNEWALD / HAAS / HOLLAND MALT / HOPSTEINER / INTERSNACK / KALSEC / KELLOGG'S / KERRY / LAMB WESTON / MARS / MCKAIN / MCCORMICK / MCDONALD'S / MOY PARK / MUNTONS / NOMAD / NORDZUCKER / ORKLA / RB / GALLO / SPSPA / SÜDZUCKER / SUREXPORT / SYMRISE / WERNSING / YAKIMA CHIEF / ABP / AGROALIMENTARE SUD / CIO / DAWN MEATS / INALCA / FARM FRITES / INGREDION / KEPAK / OSI / VION / AHOLD DELHAIZE / M&S / MIGROS / STARBUCKS / TESCO / ROQUETTE / SUCDEN

**NVA** / FANRPAN / GROWAFRICA / NAFRICA / ECOWAS / OMS / PMA / FIDA / EE.UU. AUSTRALIA / AFDV / ROCKEFELLER / GROWERS / HARVARD / LEEDS UNI / TUFTS / MIT / CITY UNI LONDON / TNC / MERCY CORP. HOLDING / ANHEUSER-BUSCH / BASF / EVONIK / HP / KIRIN / JM / KDDC / LUIGI REITAN / SICPA / SINAR MAS / SYNGENTA INDUSTRIES / WALMART / WESFARMER

EVER

**WBCSD**

CONSEIL MONDIAL  
DES AFFAIRES POUR  
LE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

**WWF**

FONDS MONDIAL  
POUR LA NATURE

IA

LE VISION  
CULTURE

**FOLU**

LA COALITION POUR  
UNE NOUVELLE ÉCONOMIE  
DE L'ALIMENTATION  
ET DE L'UTILISATION  
DES SOLS

FEM

AGRA

FAO

LA  
BANQUE  
MONDIALE

MAMO  
PANEL

SACAU

YARA

EAT

AU-  
NEPAD

SUN

RABO  
BANK

WRI

BSDC

DSM

FSN / GROWASIA / G7 / G20 / ASEAN /  
/ PAÏSES BAJOS / CANADÁ / SUIZA /  
ATES FOUNDATION / WELLCOME / CIAT  
/ NANJING AG UNI / NOTRE DAME UNI  
CORPS / PROTIX / ADANI / AL DAHRA  
SF / BAYER MONSANTO / DELOITTE /  
JLU GROUP / MCKINSEY / PHOSAGRO /  
TA CHEMCHINA / UPL / SWISS RE / VISY  
RS / WILMAR / INDOFOOD

**FOLU** / AAU / AAVISHKAAR / AGREENIUM / BI / BKS / CFC / CSAYN / CSI/ITUC  
/ FMAM / G&B MOORE FOUNDATION / GAIN / GRO-I / ICRAF / IFPRI / IIASA /  
IRP-UNEP / JHU / LEAP / MAVA FONDATION / NORUEGA / NRIUG / OLAM / OU  
/ RIMISP / SYSTEMIQ / UNSDSN / UOGM / UOI / UPL / WCS

Source : élaboré par l'auteur à partir de la base de données Orbis et de FOLU (2017, 2019b), FOLU-Colombia (2018) SAI (2019e, 2019g) et WEF (2010b, 2013, 2017, 2018b).

# DIS-MOI QUI TU HANTES...

## ANALYSE COMPARATIVE DES MEMBRES MULTINATIONAUX

DE LA SAI, LA NVA ET LA FOLU

07

SUITE

La table 1 et la figure 5 montrent une série d'acteurs clés qui participent à deux ou trois de ces initiatives. Unilever, Cargill, Nestlé, le *World Business Council for Sustainable Development* (WBCSD) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) sont membres de la SAI, de la NVA et de la FOLU. Bunge, Dow DuPont, Louis Dreyfus, Heineken, Coca-Cola et PepsiCo sont membres de la NVA et la FOLU. Et la banque Rabobank, le Panel Malabo Montpellier (MaMo Panel), les initiatives AGRA, SUN et BSDC, la SFI de la Banque mondiale, l'Union africaine, la Confédération sud-africaine des

syndicats agricoles (SACAU), la Fondation EAT, le *World Resources Institute* (WRI), les sociétés de l'agro-alimentaire et des semences DSM et Yara International, le gouvernement de la Suède et le Forum économique mondial (FEM) font partie de la NVA et de la FOLU. Les encadrés ci-dessous montrent les perspectives de deux multinationales leaders, Unilever et Cargill, en matière d'intensification agricole durable avec des touches d'agroécologie.

### Unilever et 'l'agroécologie bidon'

**« Nous pensons que la manière de comprendre l'agriculture doit changer, et que le processus de changement offrira d'énormes opportunités » (Unilever, 2019c)**

Avec un chiffre d'affaires de 51 milliards d'euros en 2018 (Unilever, 2019a), Unilever est l'un des géants mondiaux des biens de consommation courante.<sup>22</sup> Parmi les poids lourds que compte cette industrie, Unilever est sans aucun doute un leader en matière de durabilité. Elle préside les directions de la SAI et de la FOLU-FABLE, et fait partie de tous les organes directeurs de l'Initiative de système pour influencer sur l'avenir de la sécurité alimentaire et de l'agriculture » du Forum économique mondial. Depuis 2010, le 'Plan Unilever pour un mode de vie durable' guide la stratégie de croissance durable de l'entreprise, alignée sur les Objectifs de développement durable de l'ONU, et incluant l'approvisionnement en matières premières agricoles durables. À ce sujet, Unilever a aussi, depuis 2010, son propre 'Code de l'agriculture durable' (Unilever, 2010), aligné sur le modèle de l'Intensification agricole durable avec des touches d'agroécologie. Pour Unilever, « les méthodes de production agricole durable ont le potentiel d'augmenter considérablement les rendements des agriculteurs, d'atténuer les effets du changement climatique et d'offrir aux agriculteurs, à leurs familles et à leurs communautés la possibilité de construire des sociétés plus prospères, pour qu'ils puissent contribuer aux Objectifs de développement durable de l'ONU. Les avantages commerciaux sont évidents. L'approvisionnement durable nous aide à assurer notre demande et à diminuer les risques et les fluctuations dans nos chaînes d'approvisionnement en matières premières. Cela offre aussi des opportunités pour l'innovation : en nous centrant sur les besoins des gens pour un mode de vie durable et sur les préférences du consommateur nous pouvons produire des marques plus fortes » (Unilever, 2019b).

D'autre part, Unilever a publié en 2017, avec la collaboration d'entités comme l'ONU Femmes et Oxfam, le rapport 'Des opportunités pour les femmes. La mise en question des normes sociales nuisibles et des stéréotypes de genre pour libérer le potentiel des femmes'. Dans ce rapport, le directeur général d'Unilever affirme que « s'attaquer aux inégalités homme-femme [...] exige une approche holistique, qui aille de l'égalité des salaires et de la représentation dans notre force de travail au soutien des exploitantes agricoles à petite échelle de notre chaîne d'approvisionnement, et jusqu'à notre manière de présenter nos marques aux consommateurs, en éliminant les stéréotypes de genre » (Unilever, 2017, p. 3). En ce qui concerne le soutien des agricultrices à petite échelle, la multinationale se donne pour but rien moins que d'« autonomiser 5 millions de femmes de notre chaîne de valeur d'ici à 2020, au moyen de programmes axés sur la promotion des droits et de la sécurité, sur le renforcement des savoir-faire et des compétences et sur la création d'opportunités économiques par la création d'emplois et de moyens d'existence » (Unilever, 2017, p. 5). Encore une fois, « les avantages commerciaux pour Unilever sont clairs : les femmes contrôlent 64 % des dépenses des consommateurs et sont aujourd'hui le groupe de consommateurs qui croît le plus vite » (Unilever, 2017, p. 6).

<sup>22</sup> Ainsi que d'autres comme Nestlé et Procter & Gamble. Fondée en 1871 et présente dans 190 pays, Unilever est une multinationale de biens de consommation qui affirme que « dans sept sur 10 foyers du monde il y a au moins un produit » de sa marque (Unilever, 2019a).

## Cargill et 'l'agroécologie bidon'

« Il s'agit de continuer à augmenter la productivité tout en protégeant la planète » (le Vice-président de Cargill, in Cargill 2019d).

Avec des recettes qui se sont élevées à 103 888 millions d'euros en 2018 (Cargill, 2019a), Cargill est un des quatre géants mondiaux de l'agro-alimentaire.<sup>23</sup> L'entreprise relève le défi d'« augmenter la sécurité alimentaire mondiale en plein changement climatique » (Cargill, 2019b), et l'interprète comme le besoin de réorganiser la production agricole mondiale de manière à « produire les cultures appropriées dans les endroits les plus productifs » (*Ibid.*) et à développer le commerce mondial d'aliments et de marchandises agricoles pour que les aliments « passent des endroits où règne l'abondance aux endroits où sévit la pénurie » (*Ibid.*).

À cette fin, Cargill prône l'adoption de « politiques et technologies qui augmentent le rendement et la productivité des agriculteurs » (Cargill, 2019c). Pour ce faire, l'entreprise déploie son productivisme traditionnel, assaisonné d'une bonne dose de déterminisme technologique pour défendre les organismes transgénétiques. D'après Cargill, « il est nécessaire d'innover dans le domaine de la production à petite et grande échelle. La science doit continuer de jouer un rôle clé dans l'amélioration de la productivité. Il est vrai que nous pourrions nourrir le monde sans avoir recours à la modification génétique, mais nous de devons pas le faire. Les conséquences en matière d'utilisation de la terre et de l'eau et d'émissions de gaz à effet de serre seraient trop graves, surtout parce que, pour nous adapter à des climats plus secs et chauds, il nous faudra des cultures qui supportent mieux la sécheresse et la chaleur. Cargill continuera à fournir des produits GM parce qu'ils sont extrêmement importants pour nourrir la population mondiale. » (*Ibid.*)

La table 2 ci-dessous montre que l'« agroécologie bidon » est recommandée non seulement par les grandes agro-industries mais par l'industrie chimique, par des multinationales productrices de biens de consommation, par de grandes chaînes de supermarchés, par des universités, par des sociétés financières internationales, par des organisations des Nations Unies, par de nombreux États, par des organisations philanthropiques et par de grandes ONG de développement et de conservation.

En plus du pouvoir économique et politique de ces trois initiatives, la table 3 montre que les entités de recherche représentent 43 % des membres de la FOLU, tandis que les sociétés transnationales prédominent dans la SAI et la NVA. Or, bien qu'elles servent les intérêts économiques d'entreprises et d'organisations privées, la SAI, et surtout la NVA, reçoivent du financement public.



Analyse de la collecte de données sur les plants de pommes de terre par l'industrie agroalimentaire  
© Andrii Yalanskyi / Shutterstock

TABLE 2 MEMBRES MULTINATIONAUX DE LA SAI, LA NVA ET LA FOLU, PAR TYPE D'ORGANISATION

TYPE D'ORGANISME	NVA	FOLU	SAI
Coalition d'États	6%	1%	0%
Partenariat public-privé	9%	8%	3%
Coalition d'entreprises	2%	4%	6%
Sociétés privées	45%	11%	89%
Banque privée	2%	1%	0%
Donateur privé	4%	6%	0%
Donateur public	7%	4%	0%
Bailleur de fonds privé	0%	3%	0%
Financeur public	0%	1%	0%
Institution financière internationale	2%	1%	0%
ONG de recherche	1%	4%	0%
Recherche ONU	1%	6%	0%
Université de recherche	9%	33%	0%
ONG	4%	6%	1%
ONU	6%	6%	1%
Organisation sociale	0%	1%	0%
Syndicat	1%	3%	0%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

SOURCE : ÉLABORÉ PAR L'AUTEUR À PARTIR DE LA BASE DE DONNÉES ORBIS, DE SAI (2019E, 2019G), DE FEM (2010B, 2013, 2017 ET 2018B, ET DE FOLU (2019B).

23 Les trois autres sont Archer Daniel Midland, Bunge et Louis Dreyfus. Les quatre constituent le puissant groupe agro-industriel dénommé 'les ABCD', d'après leurs initiales. Fondée en 1865, Cargill opère dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture, des finances et de l'industrie dans plus de 125 pays.

# CONCLUSIONS ET RÉFLEXIONS POUR UNE AGROÉCOLOGIE FIDÈLE À SA VISION

DE DURABILITÉ DES ÉCOSYSTÈMES ET ENRACINÉE  
DANS LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

# 08



Des femmes locales enlèvent les feuilles de maïs, Bantaeng, Sulawesi du Sud, Indonésie.  
© Sony Herdiana / Shutterstock

En ce moment où plusieurs crises mondiales convergent, et à l'ombre d'initiatives publiques-privées comme la SAI, la NVA et la FOLU, les principales entreprises agroalimentaires mondiales prétendent racheter leurs pires effets socio-écologiques en adoptant un système d'intensification agricole durable teinté d'agroécologie. Ce système vise à introduire quelques rares réformes afin de sauver de soi-même l'actuel système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles, appliqué à l'échelle industrielle par de grandes entreprises. Le but de ces réformes est de faciliter les choses à ces grandes entreprises pour qu'elles puissent continuer à gagner de l'argent sans transformer de fond en comble ni les rapports socio-économiques, politiques et écologiques injustes qui sous-tendent le système agroalimentaire actuel, ni l'idéologie exclusive et ne visant que le court terme qui légitime ce système.

Afin de « tout changer pour que rien ne change », les multinationales de l'agro-alimentaire trouvent dans l'agroécologie une série de solutions extrêmement utiles qu'elles ont décidé d'introduire, de façon sélective, dans leur modèle agro-industriel. Nous ne sommes donc pas en présence d'une assimilation complète de la démarche agroécologique et de sa vision de la souveraineté alimentaire ; il s'agit plutôt d'une récupération stratégique mais sélective d'une partie des buts, des discours et des pratiques de l'agroécologie, ainsi que de l'espace de discussion des politiques publiques et des fonds alloués à la transition vers une agriculture durable. Autrement dit, nous sommes témoins de la mise en place et de l'imposition d'une version 'bidon' de l'agroécologie.



Dans leur croisade pour cette pseudo-agroécologie, la SAI, la NVA et la FOLU déploient leur grand pouvoir d'influence sur les médias, sur la politique et sur le marché pour façonner l'imaginaire politique et social sur les types de changement de l'actuel système agroalimentaire et d'utilisation des ressources naturelles qui sont souhaitables et possibles. Or, ce faisant, la SAI, la NVA et la FOLU sont en proie à trois obsessions. La première est l'obsession de la technologie et la productivité, la deuxième est celle du marché et des chaînes de valeur mondiales, et la troisième est celle d'un mode de gouvernance privée axé sur l'idée que la valeur de quelqu'un est fonction de ce qu'il possède.

Selon l'approche des organisations populaires qui font partie du Forum de Nyéléni, « l'agroécologie est politique » (2015,4). Ainsi, nous ne pouvions pas finir sans présenter une série de réflexions des organisations qui ont collaboré à l'élaboration du présent rapport, relatives à la voie que devrait suivre la transition vers une agriculture durable. Mais avant tout, il est important de ne pas perdre de vue que les grandes entreprises ont des buts lucratifs et que, par conséquent, ce n'est pas à elles de décider du type d'innovations et d'approches nécessaires pour faire la transition vers des systèmes agroalimentaires et d'utilisation des ressources naturelles qui soient durables et justes.

Cette transition doit s'accompagner de politiques publiques qui : i) offrent un rôle central, dans leur conception et leur mise en œuvre, aux producteurs d'aliments à petite échelle et aux travailleurs ruraux et urbains. Ce sont eux qui, jour après jour et depuis des générations, rendent l'agroécologie possible et possèdent les connaissances requises pour répondre aux besoins d'innovation et de développement technologique que comportent les principes des systèmes agroécologiques ; ii) soient cohérentes avec les instruments juridiques nationaux et internationaux pertinents, tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales ; et iii) privilégient une agroécologie fidèle à sa vision de durabilité des écosystèmes et à ses racines dans la justice sociale et environnementale.

Les efforts déployés pour promouvoir les droits des femmes dans le cadre des systèmes alimentaires sont importants. Cependant, il faut aller plus loin dans la conception et l'investissement dans des politiques publiques axées sur la distribution équitable des richesses, sur la rémunération, sur les tâches et la prise de décisions. L'organisation de campagnes contre toutes les formes d'oppression et de violence à l'égard des femmes est un pas nécessaire et urgent, pour la construction de l'agroécologie également.

En outre, face à la concentration croissante de la population mondiale dans les villes, le retour des jeunes à la campagne est une question prioritaire pour la durabilité sociale et environnementale. Ce retour ne sera pas possible à moins d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques qui, au moyen de la formation et de la participation, encouragent les jeunes à retourner, à rester et à travailler à la campagne dans des systèmes agroécologiques.

On reconnaît de plus en plus l'urgence de donner des réponses systémiques à la crise climatique. Cependant, la permanence et l'expansion du mode de production agro-industriel, jointes aux politiques de réduction des émissions fondées sur le marché qui, dans certains cas, prétendent mercantiliser les méthodes traditionnelles ou agroécologiques de production agricole, ne font qu'aggraver les causes profondes de la crise actuelle. Or, la promotion des initiatives d'agroécologie 'bidon' augmente les possibilités de 'verdir' l'image des méthodes de production destructrices de la société et l'environnement.

En résumé, il est urgent d'élaborer des politiques publiques participatives pour développer, promouvoir et appliquer l'agroécologie en faveur des peuples et, en particulier, des producteurs d'aliments à petite échelle et des travailleurs ruraux et urbains. C'est ce modèle d'agroécologie conçu par et pour les peuples de la planète qui permettra d'améliorer les mauvaises conditions en matière de durabilité et de justice environnementale, économique et sociale qui dominent à l'heure actuelle, dans le système agroalimentaire comme dans l'ensemble du système socio-productif.



Agriculteurs travaillant dans les potagers de leur village de Cyeza, Muhanga, Rwanda.  
© Sarine Arslanian / Shutterstock

# RÉFÉRENCES

- AGRF (2018) *Report of the 2018 African Green Revolution Forum*. Kigali [https://agrif.org/wp-content/uploads/2019/01/AGRF2018-Report\\_Final\\_Web-Ver.pdf](https://agrif.org/wp-content/uploads/2019/01/AGRF2018-Report_Final_Web-Ver.pdf).
- Alonso-Fradejas, A. (2013) *"Sons and daughters of the Earth": Indigenous communities and land grabs in Guatemala, Land & Sovereignty in the Americas series*. Oakland & Amsterdam: FoodFirst & TNI. <https://foodfirst.org/publication/sons-and-daughters-of-the-earth-indigenous-communities-and-land-grabs-in-guatemala/>.
- Alonso-Fradejas, A. (2020, à paraître) *Changing so everything stays the same? The natural resource property reform under convergent global crises*. TNI: Amsterdam.
- Bernstein, H. (2010) *Class Dynamics of Agrarian Change*. Halifax: Fernwood.
- BSDC, 2017, *Better Business Better World*. Londres. [http://report.businesscommission.org/uploads/BetterBiz-BetterWorld\\_170215\\_012417.pdf](http://report.businesscommission.org/uploads/BetterBiz-BetterWorld_170215_012417.pdf)
- BSDC (2018) *Better Leadership Better World. Women Leading for the Global Goals*. Londres. <http://report.businesscommission.org/uploads/Better-Leadership-Better-World.pdf>.
- Cargill (2019a) *Cargill at a Glance*. <https://www.cargill.com/about/cargill-at-a-glance> (site consulté le 8 juillet 2019).
- Cargill (2019b) *Food Security*. <https://www.cargill.com/sustainability/priorities/food-security> (site consulté le 8 juillet 2019).
- Cargill (2019c) *Productivity*. <https://www.cargill.com/sustainability/food-security/productivity> (site consulté le 8 juillet 2019).
- Cargill (2019d) *Shifting Our Approach: Four Priorities for Building a More Sustainable Food System*. <https://www.cargill.com/story/shifting-our-approach-four-priorities-for-building-a-more-susta> (site consulté le 8 juillet 2019).
- CDB (2018) *Note de la Secrétaire exécutive*. Charm el-Cheikh. Parties à la Convention sur la diversité biologique. <https://www.cbd.int/doc/c/39f7/7807/27e75e6d263848b9e9ffffb1/cop-14-09-fr.pdf>.
- CCNUCC (2015) *Accord de Paris*, Genève : Convention-cadre des Nations sur les changements climatiques, [https://unfccc.int/sites/default/files/french\\_paris\\_agreement.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf).
- Collins, E. D. et Chandrasekaran, K. (2012) *A Wolf in Sheep's Clothing? An analysis of the 'sustainable intensification' of agriculture*. Amsterdam.
- FABLE (2019) *Pathways to Sustainable Land-Use and Food Systems. 2019 Report of the FABLE Consortium*. Laxenbourg et Paris. [www.foodandlandusecoalition.org/fableconsortium](http://www.foodandlandusecoalition.org/fableconsortium). (site consulté le 5 août 2019).
- FAO (2011) *Save and grow. A policymaker's guide to the sustainable intensification of smallholder crop production*. Rome. <http://www.fao.org/3/a-i2215f.pdf>.
- FAO (2013) *Climate-smart Agriculture Sourcebook*. Rome. <http://www.fao.org/3/i3325e/i3325e.pdf>.
- FAO (2019) *Sustainable Intensification in FAO*. <http://www.fao.org/agriculture/crops/thematic-sitemap/theme/spi/scpi-home/framework/sustainable-intensification-in-fao/en/> (site consulté le 12 octobre 2019).
- FOLU-Colombia (2018) *Hoja de Ruta para la Nueva Economía de la Alimentación y Uso del Suelo*. Bogota. <http://www.e3asesorias.com/wp-content/uploads/documentos/Hoja-de-Ruta-FOLU-Colombia.pdf>.
- FOLU (2017) 'The Food and Land Use Coalition'. N.A, p. 2. [http://s3.amazonaws.com/aws-bsdc/Food-land-use-coalition\\_Sept-17.pdf](http://s3.amazonaws.com/aws-bsdc/Food-land-use-coalition_Sept-17.pdf).
- FOLU (2018) *Partnering to Finance Sustainable Land Use, Food and Land Use Coalition*. <https://www.foodandlandusecoalition.org/news-blog/2018/11/29/partnering-to-finance-sustainable-food-amp-land-use> (site consulté le 7 mai 2019).
- FOLU (2019a) *Our Vision*. <https://www.foodandlandusecoalition.org/our-vision> (site consulté le 6 juillet 2019).
- FOLU (2019b) *Partners and network*. <https://www.foodandlandusecoalition.org/partner-organisations> (site consulté le 23 mai 2019).
- FOLU (2019c) *Protecting human health and ecosystems in Colombia — Food and Land Use Coalition, News*. <https://www.foodandlandusecoalition.org/news-blog/2019/2/19/improving-food-safety-and-boosting-exports-in-colombia> (site consulté le 6 juillet 2019).
- Giraldo, O. F. et Rosset, P. M. (2016) 'La agroecología en una encrucijada: entre la institucionalidad y los movimientos sociales', *Guaju*, 2(1), p. 14–37.
- Gleckman, H. (2016) *Multi-stakeholder Governance: A Corporate push for a new form of Global Governance*. Amsterdam. <https://www.tni.org/files/publication-downloads/state-of-power-2016-chapter5.pdf> (site consulté le 14 octobre 2019).
- GlobalG.A.P. (2019) *GlobalG.A.P. Farm Sustainability Assessment (GGFSA) Version 2.1*. [https://www.globalgap.org/uk\\_en/for-producers/sai-platform/](https://www.globalgap.org/uk_en/for-producers/sai-platform/).
- GRAIN (2017) *Cultivando desastres. Las principales compañías del mundo van por la cosecha*. Barcelone. <https://www.grain.org/es/article/5623-cultivando-desastres-las-principales-companias-del-mundo-van-por-la-cosecha> (site consulté le 7 mai 2019).
- GrowAfrica (2018) *Celebrating successes of women in agribusiness*. <https://www.growafrica.com/news/celebrating-successes-women-agribusiness> (site consulté le 11 juin 2019).
- HLPE, 2019, *Approches agroécologiques et autres approches innovantes pour une agriculture durable et des systèmes alimentaires qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition*. Rome. <http://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe> (site consulté le 19 juillet 2019).
- Holt-Giménez E. et Altieri, M. A. (2013) 'Agroecology, Food Sovereignty, and the New Green Revolution', *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 37(1), p. 90–102.
- IPBE (2019) *Global assessment report on biodiversity and ecosystem services (summary)*. Bonn. [https://www.ipbes.net/system/tdf/ipbes\\_7\\_10\\_add.1\\_en\\_1.pdf?file=1&type=node&id=35329](https://www.ipbes.net/system/tdf/ipbes_7_10_add.1_en_1.pdf?file=1&type=node&id=35329) (site consulté le 2 novembre 2019).
- IPCC (2019) *Climate Change and Land. Summary for Policymakers*. Genève. [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/Edited-SPM\\_Approved\\_Microsite\\_FINAL.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/Edited-SPM_Approved_Microsite_FINAL.pdf) (site consulté le 1er novembre 2019).
- McIntyre, B. D. et al. (2009) *Agriculture at a Crossroads: International Assessment of Agricultural Science and Technology for Development Global Report*, Washington, DC: IAASTD.
- McKeon, N. (2017) 'Are Equity and Sustainability a Likely Outcome When Foxes and Chickens Share the Same Coop? Critiquing the Concept of Multistakeholder Governance of Food Security', *Globalizations*. Taylor & Francis, 14(3), p. 379–398.
- Nyeléni (2015) *Déclaration du Forum international sur l'agroécologie*. <https://www.foodsovereignty.org/fr/forum-agroecologie-nyeleni-2015-3/> (site consulté le 8 avril 2019).
- O'Connor, J. (1988) 'Capitalism, nature, socialism, a theoretical introduction', *Capitalism Nature Socialism*. Routledge, 1(1), p. 11–38. DOI: 10.1080/10455758809358356.
- Ortega-Espes, D. (2018) *Agroecologie – Innover pour des systèmes agricoles et alimentaires durables*. <https://www.foei.org/wp-content/uploads/2018/11/Agroecologie-innovation-FR.pdf>.
- Parmentier, S. (2014) *Scaling-up agroecological approaches: what, why and how?* Bruxelles.
- Perry, D. (2019) *Global farmers can take on climate change. Here's how, World Economic Forum*. <https://www.weforum.org/agenda/2019/07/agriculture-climate-change-solution/> (site consulté le 16 août 2019).
- Polman, P. (2019) *A business model for sustainability, World Economic Forum*. <https://www.weforum.org/agenda/2019/01/a-business-model-for-sustainability/> (site consulté le 19 juillet 2019).
- Pomeroy, R. (2019) 'Blockchain will make sure green pledges aren't just greenwash: a new initiative by young leaders at the World Economic Forum | World Economic Forum'. Genève, World Economic Forum. <https://www.weforum.org/agenda/2019/07/using-blockchain-to-make-sure-green-pledges-arent-greenwash-a-new-initiative-by-the-world-economic-forums-young-leaders/> (site consulté le 27 juillet 2019).
- Pretty, J. (1997) 'The sustainable intensification of agriculture', *Natural Resources Forum*, 21, p. 247–256.
- Pretty, J. (2018) 'Intensification for redesigned and sustainable agricultural systems', *Science*, 362(eaav0294). DOI: 10.1126/science.aav0294.
- Rabobank (2019) *Vision and policy: Sustainably successful together*. <https://www.rabobank.com/en/about-rabobank/in-society/sustainability/vision-and-policy/vision-sustainably-successful-together.html> (site consulté le 13 juin 2019).
- Rosset, P. M. et Altieri, M. A. (2017) *Agroecology: science and politics*. Rugby, UK: Practical Action Publishing.
- Royal Society (2009) *Reaping the benefits. Science and the sustainable intensification of global agriculture*. Londres. [https://royalsociety.org/-/media/Royal\\_Society\\_Content/policy/publications/2009/4294967719.pdf](https://royalsociety.org/-/media/Royal_Society_Content/policy/publications/2009/4294967719.pdf) (site consulté le 11 octobre 2019).

SAI (2009) *Principles and Practices for the Sustainable Production of Arable and Vegetable Crops*. n.a. <https://saiplatform.org/wp-content/uploads/2019/02/pps-arable-vegetable-crops-2009.pdf> (site consulté le 7 août 2019).

SAI (2018) *Annual Report 2018. The year we reinforced community development*. N.a. [https://saiplatform.org/wp-content/uploads/2019/07/sai-annual-report-2018\\_fin\\_online\\_2.pdf](https://saiplatform.org/wp-content/uploads/2019/07/sai-annual-report-2018_fin_online_2.pdf) (site consulté le 6 août 2019).

SAI (2019a) *5 key talking points from #SAIPlatform2019, Sustainable Agriculture Initiative*. <https://saiplatform.org/our-work/news/5-key-talking-points-from-saiplatform2019/> (site consulté le 14 juin 2019).

SAI (2019b) *5 top insights from #SAIPlatform2019 experts, Sustainable Agriculture Initiative*. Available at: <https://saiplatform.org/our-work/news/5-top-insights-from-saiplatform2019-experts/> (site consulté le 12 août 2019).

SAI (2019c) *FSA Resource Centre, Sustainable Agriculture Initiative Platform*. <https://saiplatform.org/fsa/resource-centre/>.

SAI (2019d) *How do we see the future for Next Generation Farming?, Sustainable Agriculture Initiative*. <https://saiplatform.org/our-work/news/how-do-we-see-the-future-for-nextgenerationfarming/> (site consulté le 12 août 2019).

SAI (2019e) *Members*. <https://saiplatform.org/members/> (site consulté le 23 mai 2019).

SAI (2019f) *Our story, Sustainable Agriculture Initiative Platform*. <https://saiplatform.org/our-story/> (site consulté le 22 juin 2019).

SAI (2019g) *Partners*. <https://saiplatform.org/partners/> (site consulté le 23 mai 2019).

SAI (2019h) *People, Sustainable Agriculture Initiative Platform*. Available at: <https://saiplatform.org/people/> (site consulté le 23 juillet 2019).

SAI (2019i) *What we do, Sustainable Agriculture Initiative Platform*. Available at: <https://saiplatform.org/our-value/what-we-do/> (site consulté le 13 juin 2019).

SAI (2019j) *Our story, Sustainable Agriculture Initiative Platform*. <https://saiplatform.org/our-story/> (site consulté le 22 juin 2019).

Schmidt-Traub, G., Obersteiner, M. et Mosnier, A. (2019) 'Fix the broken food system in three steps', *Nature*, 569(7755), p. 181–183. DOI: 10.1038/d41586-019-01420-2.

Schwab, K. (2016) *The Fourth Industrial Revolution: what it means and how to respond*, *Agenda. World Economic Forum*. <https://www.weforum.org/agenda/2016/01/the-fourth-industrial-revolution-what-it-means-and-how-to-respond/>.

TNI (2019)

TWI2050 (2018) *Transformations to Achieve the Sustainable Development Goals Report prepared by The World in 2050 initiative*. Laxenbourg. DOI: 10.22022/TNT/07-2018.15347.

TWI2050 (2019) *The Digital Revolution and Sustainable Development: Opportunities and Challenges*. Laxenbourg. DOI: 10.22022/TNT/05-2019.15913.

Unilever (2010) *Unilever Sustainable Agriculture Code*. Rotterdam. [www.unilever.com/ourvalues/environment-society/publications](http://www.unilever.com/ourvalues/environment-society/publications) (site consulté le 11 juillet 2019).

Unilever (2017) *Opportunities for Women: Challenging harmful social norms and gender stereotypes to unlock women's potential*. Rotterdam. [https://www.unilever.com/Images/unilever-opportunities-for-women\\_tcm244-500987\\_en.pdf](https://www.unilever.com/Images/unilever-opportunities-for-women_tcm244-500987_en.pdf).

Unilever (2019a) *About Unilever*. <https://www.unilever.com/about/who-we-are/about-Unilever/> (site consulté le 12 juillet 2019).

Unilever (2019b) *Sustainable sourcing*. <https://www.unilever.com/sustainable-living/reducing-environmental-impact/sustainable-sourcing/> (site consulté le 11 juillet 2019).

Unilever (2019c) *Transforming global food systems*. <https://www.unilever.com/sustainable-living/reducing-environmental-impact/sustainable-sourcing/transforming-global-food-systems/> (site consulté le 12 juillet 2019).

Vorhies, F. (2012) *The Sustainable Agriculture Initiative Platform 10 Years On: Biodiversity Lessons and Challenges*, *Forbes*. <https://www.forbes.com/sites/francisvorhies/2012/05/16/the-sustainable-agriculture-initiative-platform-10-years-on-biodiversity-lessons-and-challenges/#3a7f7da12ee7> (site consulté le 14 juin 2019).

WEF (2010a) *Everybody's Business: Strengthening International Cooperation in a More Interdependent World. Report of the Global Redesign Initiative*. World Economic Forum. <http://reports.weforum.org/everybodys-business-strengthening-international-cooperation-in-a-more-interdependent-world-info-2/>.

WEF (2010b) *Realizing a New Vision for Agriculture: A roadmap for stakeholders*. Genève. [http://www3.weforum.org/docs/IP/2016/NVA/WEF\\_IP\\_NVA\\_Roadmap\\_Report.pdf](http://www3.weforum.org/docs/IP/2016/NVA/WEF_IP_NVA_Roadmap_Report.pdf) (site consulté le 11 juin 2019).

WEF (2013) *Achieving the New Vision for Agriculture: New Models for Action*. Genève. [http://www3.weforum.org/docs/IP/2016/NVA/New\\_Models\\_for\\_Action.pdf](http://www3.weforum.org/docs/IP/2016/NVA/New_Models_for_Action.pdf).

WEF (2014) *Une nouvelle vision de l'agriculture*. Genève.

WEF (2017) *System Initiative on Shaping the Future of Food Security and Agriculture*. Genève. [http://www3.weforum.org/docs/IP/2016/NVA/SI\\_Stewards\\_Briefings\\_Food\\_Security.pdf](http://www3.weforum.org/docs/IP/2016/NVA/SI_Stewards_Briefings_Food_Security.pdf).

WEF (2018a) *Innovation with a Purpose: The role of technology innovation in accelerating food systems transformation*. Genève. <https://www.weforum.org/reports/innovation-with-a-purpose-the-role-of-technology-innovation-in-accelerating-food-systems-transformation.pdf>

WEF (2018b) *The System Initiative on Shaping the Future of Food and Agriculture*. Genève. <https://www.weforum.org/system-initiatives/shaping-the-future-of-food-security-and-agriculture>.

WEF (2019a) *Agricultura, alimentos y bebidas, Inteligencia estratégica*. <https://intelligence.weforum.org/topics/a1Gb00000015MIVEA2?tab=publications> (site consulté le 2 juillet 2019).

WEF, 2019b, *Globalization 4.0 Shaping a New Global Architecture in the Age of the Fourth Industrial Revolution*, Genève. <https://www.weforum.org/whitepapers/globalization-4-0-shaping-a-new-global-architecture-in-the-age-of-the-fourth-industrial-revolution>

WEF (2019c) *World Economic Forum and UN Sign Strategic Partnership Framework, World Economic Forum*. <https://www.weforum.org/press/2019/06/world-economic-forum-and-un-sign-strategic-partnership-framework/> (site consulté le 14 août 2019).

Wezel, A. et al. (2009) 'Agroecology as a science, a movement and a practice. A review', *Agronomy for Sustainable Development*, 29(4), pp. 503–515. DOI: 10.1051/agro/2009004.

---

# L'« AGROÉCOLOGIE BIDON » :

LA MAINMISE DES MULTINATIONALES  
SUR L'AGROÉCOLOGIE

---

Les Amis de la Terre International, Transnational Institute et Crocevia  
AVRIL | 2020



**Les Amis  
de la Terre  
International**

[www.foei.org/fr](http://www.foei.org/fr)

Téléphone : +31 (0)20 6221369

[info@foei.org](mailto:info@foei.org)

**Suivez-nous sur :** [twitter.com/FoEint\\_fr](https://twitter.com/FoEint_fr)

[facebook.com/foeint](https://facebook.com/foeint)



[www.tni.org](http://www.tni.org)

Téléphone : +31 (0)20 6626608

[tni@tni.org](mailto:tni@tni.org)

**Suivez-nous sur :** [twitter.com/TNIInstitute](https://twitter.com/TNIInstitute)

[facebook.com/TransnationalInstitute](https://facebook.com/TransnationalInstitute)



[www.croceviaterra.it](http://www.croceviaterra.it)

Téléphone : +39 06 5754091

[info@croceviaterra.it](mailto:info@croceviaterra.it)

**Suivez-nous sur :** [twitter.com/croceviaterra](https://twitter.com/croceviaterra)

[facebook.com/croceviaterra/](https://facebook.com/croceviaterra/)